



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

STRATÉGIE DE L'UNESCO EN MATIÈRE DE VIH ET SIDA



STRATÉGIE DE L'UNESCO **EN MATIÈRE DE VIH ET SIDA**

Octobre 2011

Publié en 2011 par
l'Organisation des Nations Unies
pour l'éducation, la science et la culture,
7, place de Fontenoy,
75352 Paris 07-SP

© UNESCO 2011

Tous droits réservés.

Site Web : www.unesco.org/aids
Courriel : aids@unesco.org

Titre original : *UNESCO's Strategy for HIV and AIDS*. Publié en 2011 par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

Les désignations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Les idées et les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs ; elles ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'UNESCO et n'engagent en aucune façon l'Organisation.

Composition et impression aux presses de l'UNESCO
Imprimé en France

TABLE DES MATIÈRES

Acronymes	4
Avant-propos	5
1 Objectif et priorités stratégiques de l'UNESCO	6
2 Progrès et défis	8
3 Contribution de l'UNESCO	17
4 Mise en œuvre de la stratégie	26
Annexe 1 : La répartition des tâches de l'ONUSIDA	34
Annexe 2 : Références	35

ACRONYMES

BIE	Bureau international d'éducation de l'UNESCO
EDUSIDA	Initiative mondiale sur l'éducation et le VIH & SIDA
EPT	Éducation pour tous
ETII	Équipe de travail inter-institutions
FRESH	Concentrer les ressources sur une santé scolaire efficace
HSH	Hommes qui ont des relations sexuelles avec des hommes
IIEP	Institut international de l'UNESCO pour la planification de l'éducation
OIT	Organisation internationale du Travail
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA
PAM	Programme alimentaire mondial
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
SIDA	Syndrome d'immunodéficience acquise
TAR	Thérapie antirétrovirale
TTISSA	Initiative pour la formation des enseignants en Afrique subsaharienne
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la population
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNODC	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
VIH	Virus de l'immunodéficience humaine

AVANT-PROPOS

Des progrès considérables ont été accomplis à travers le monde dans la lutte contre le VIH et le SIDA. Pourtant, le nombre de personnes séropositives continue de croître dans de nombreux pays, et le SIDA demeure une des premières causes de mortalité chez les adultes. On accède plus facilement au traitement, mais son coût reste élevé pour les individus et les pays, et sa durabilité est une grave source de préoccupation.

Cette situation montre qu'il faut des efforts plus poussés pour faire reculer l'épidémie et permettre à tous ceux qui en ont besoin d'accéder au traitement et aux soins nécessaires. Les enjeux sont élevés. Sans une réponse efficace au VIH et au SIDA, nous allons manquer, et de loin, les cibles de l'Éducation pour tous et les Objectifs du Millénaire pour le développement. Et nous faillirons à notre engagement collectif en faveur des droits de l'homme, de l'égalité entre les genres et de la justice sociale.

L'UNESCO s'est engagée pleinement à relever ce défi. La réponse au VIH et au SIDA a été et demeure une de nos premières priorités dans toutes les actions que nous menons, au Siège comme ailleurs. La prévention du VIH se trouve au cœur de nos efforts : il s'agit d'empêcher que d'autres personnes soient infectées et de réduire le coût humain et financier de l'épidémie.

C'est l'Organisation tout entière qui est mobilisée, aux niveaux mondial, régional et national, dans des activités respectueuses des cultures, soucieuses de faire évoluer les rapports entre les genres et toujours appuyées sur les faits. Cette approche transdisciplinaire est notre trait distinctif, et elle est particulièrement adaptée à la lutte contre le VIH et le SIDA.

Cette nouvelle *Stratégie de l'UNESCO sur le VIH et le SIDA* s'appuie sur une longue expérience. Nous l'avons mise à jour afin d'accélérer l'accès universel à la prévention, au traitement, à la prise en charge en matière de VIH, mais aussi pour répondre à l'évolution de l'épidémie et aux changements dans l'environnement mondial. C'est là notre objectif primordial. Il est conforme à l'action que nous menons en faveur de l'égalité des genres et en Afrique, et il s'inscrit dans le cadre global de notre Stratégie à moyen terme.

Pour l'atteindre, l'UNESCO entend structurer son action autour de trois priorités stratégiques : la

construction de capacités nationales permettant au secteur de l'éducation d'apporter des réponses efficaces et durables, le renforcement d'un enseignement complet sur le VIH et la sexualité, et la promotion de l'égalité des genres et la protection des droits de l'homme. Tirant parti du mandat spécifique de l'Organisation dans le domaine de l'éducation, de la science, de la culture et de la communication, ces priorités guideront notre contribution à la *Stratégie et au Cadre de résultats 2011-2015 de l'ONUSIDA*, conformément au rôle imparti à l'UNESCO dans le cadre du nouveau mécanisme de répartition des tâches de l'ONUSIDA.

Nos objectifs sont clairs. Nous accorderons une importance accrue à la prévention du VIH au sein de l'action sanitaire globale. Nous nous emploierons à faire en sorte que tous les garçons et les filles, les jeunes gens et les jeunes femmes, à l'intérieur comme à l'extérieur du système éducatif formel, aient accès à une éducation complète au VIH. Nous renforcerons la mise en œuvre et le suivi des ripostes éducatives, et nous nous attaquerons aux obstacles qui, dans le domaine du genre et des droits de l'homme, empêchent de lutter efficacement contre le VIH et le SIDA.

Nous continuerons de mobiliser les ressources nécessaires à notre action au titre de notre budget ordinaire et de sources extrabudgétaires, comme le Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités de l'ONUSIDA et le secteur privé. Nous nous efforcerons de les accroître, en diversifiant les sources de financement et en recherchant des ressources supplémentaires à travers l'ensemble des secteurs et à tous les niveaux de l'Organisation.

Fruit d'un vaste processus consultatif, la présente stratégie est l'expression de notre vision commune et ciblée, au sein de l'UNESCO, de la meilleure part que nous puissions prendre pour prévenir toute nouvelle expansion du VIH, protéger les individus, les familles et les sociétés de l'impact du SIDA, et promouvoir les droits de l'homme et la dignité pour tous.



Irina Bokova,
Directrice générale



1

OBJECTIF ET PRIORITÉS STRATÉGIQUES DE L'UNESCO

Objectif

L'objectif dominant de la Stratégie de l'UNESCO en matière de VIH et SIDA est l'accès universel à la prévention, au traitement, à la prise en charge en matière de VIH.

L'UNESCO et l'accès universel

L'objectif que poursuit l'UNESCO d'un accès universel est conforme à la politique adoptée à l'échelle des Nations Unies en 2001 par la session extraordinaire de l'Assemblée générale sur le VIH et le SIDA et réaffirmée lors de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale de 2006.

L'accès universel est essentiel pour atteindre l'objectif relatif au VIH au titre de l'OMD 6, qui consiste à enrayer la propagation du VIH et à inverser la tendance d'ici 2015. La réalisation des OMD relatifs à l'éducation (OMD 2), à la santé maternelle et infantile (OMD 4 et OMD 5), à la pauvreté (OMD 1) et à la durabilité environnementale (OMD 7) dépend également du succès de la prévention, du traitement et de la mitigation du VIH.

La déclaration de résultats du sommet de septembre 2010 sur les OMD insiste sur la nécessité de « Redoubler d'efforts pour rendre universel l'accès à la prévention du VIH et du SIDA, à son traitement, aux services de soins et aux services d'appui, étape essentielle pour atteindre l'objectif 6 et favoriser la réalisation des autres objectifs du Millénaire pour le développement ».

L'accès universel est essentiel pour atteindre l'objectif relatif au VIH au titre de l'ODD 6, qui consiste à enrayer la propagation du VIH et à inverser la tendance d'ici 2015. La réalisation des ODD relatifs à l'éducation (ODD 2), à la santé maternelle et infantile (ODD 4 et ODD 5), à la pauvreté (ODD 1) et à la durabilité environnementale (ODD 7) dépend également du succès de la prévention, du traitement et de la mitigation du VIH.

Priorités stratégiques

Afin d'atteindre son objectif et de relever les défis évoqués dans la section 2, l'UNESCO structurera son travail, au cours des prochaines années, autour des priorités stratégiques suivantes :

- Renforcer les capacités des pays pour des réponses éducatives efficaces et durables au VIH.
- Renforcer une éducation globale en matière de VIH et de sexualité.
- Faire progresser l'égalité entre les genres et protéger les droits humains.

L'UNESCO s'attachera à promouvoir cette stratégie en sa qualité d'organisme coparrainant de l'ONUSIDA et de par les fonctions essentielles qui lui incombent de leadership et de plaidoyer, de conseil en matière de politiques et de programmes, de soutien technique, d'information stratégique, de rassemblement et de coordination. Cette stratégie sera mise en œuvre par l'action collective des secteurs, instituts, bureaux régionaux et bureaux hors Siège de l'UNESCO et en collaboration avec divers partenaires.



2

PROGRÈS ET DÉFIS

VIH et SIDA

Au cours des dix dernières années, la réponse au VIH s'est transformée sous l'effet d'un engagement politique accru et d'une augmentation spectaculaire des ressources. L'engagement accru s'exprime dans la Déclaration d'engagement sur le VIH/SIDA adoptée en 2001 par l'Assemblée générale des Nations Unies, la Déclaration politique de 2006 et les engagements en faveur des Objectifs du Millénaire pour le développement et l'accès universel à la prévention, au traitement, à la prise en charge en matière de VIH.

L'action aux niveaux mondial et national change la face des choses. Dans 33 pays, dont 22 d'Afrique subsaharienne, le nombre de nouvelles infections a diminué de plus de 25 % entre 2001 et 2009. Un meilleur accès aux services de prévention de la transmission de la mère à l'enfant a fait passer le nombre de nourrissons infectés de 500 000 en 2001 à 370 000 en 2009. De nouvelles actions et des technologies émergentes, dont la circoncision masculine, les microbiocides et la prophylaxie préalable à l'exposition peuvent améliorer encore les

efforts de prévention du VIH, si elles sont mises en œuvre à une échelle suffisante.

L'accès aux traitements s'est élargi dans une mesure significative et 5,2 millions de personnes vivant dans des pays à revenu faible et intermédiaire reçoivent désormais une thérapie antirétrovirale (TAR). Cela a contribué à une diminution du nombre des décès liés au SIDA, passé de 2,2 millions en 2004 à 1,8 million en 2009¹. Des efforts ont été engagés pour simplifier le mode d'administration du traitement et réduire le coût de celui-ci afin d'accélérer l'intensification de l'accès aux TAR. Il est également de plus en plus largement démontré qu'accroître la disponibilité du traitement peut contribuer à la prévention du VIH.

Cependant, des défis majeurs demeurent. Dans le monde, 33,3 millions de personnes vivent avec le VIH, dont 2,5 millions d'enfants. On estime à 2,6 le nombre de personnes qui ont été infectées par le VIH en 2009. L'Afrique subsaharienne, dont

¹ Rapport ONUSIDA sur l'épidémie mondiale de SIDA 2010.

La contribution de l'UNESCO est axée sur le rôle central de l'éducation dans la réponse au VIH et dans la réalisation de l'accès universel. Ce rôle porte notamment sur l'apprentissage dans des environnements éducatifs formels, les activités éducatives non formelles et l'éducation informelle, ainsi que sur la communication par les médias de masse et les canaux communautaires.

on estime qu'elle abrite 68 % de l'ensemble des personnes vivant avec le VIH, reste la région la plus gravement touchée, mais l'incidence du VIH s'accroît dans certains pays, notamment en Europe de l'Est et en Asie centrale. Les jeunes de 15 à 24 ans représentent 40 % des nouvelles infections et de nombreux jeunes n'ont toujours pas accès à l'information, aux compétences et aux services nécessaires pour prévenir l'infection par le VIH. En Afrique subsaharienne, les jeunes femmes sont particulièrement vulnérables au VIH.

Les nouvelles infections continuent de progresser plus vite que le traitement – pour chaque personne qui commence le traitement, on compte deux nouveaux cas d'infection par le VIH – et 10 millions de personnes qui ont besoin d'un traitement n'ont pas accès aux TAR. Le nombre d'enfants orphelins du fait du VIH continue de s'accroître.

Il est nécessaire d'améliorer et d'accroître la prévention du VIH, notamment l'accès à de nouvelles actions de prévention qui ont fait leurs preuves, et de

fournir un traitement plus simple et moins coûteux, si l'on veut que les pays atteignent leurs objectifs en matière d'accès universel. En 2010, quatre pays à revenu faible et intermédiaire sur cinq n'étaient pas en passe d'atteindre ces objectifs². Dans le même temps, la capacité des pays à élargir la prévention, le traitement, les soins et le soutien est menacée par la diminution de l'investissement consacré au VIH, laquelle tient en partie au ralentissement économique mondial et en partie à l'évolution des priorités des donateurs et des priorités nationales.

Les épidémies de VIH se diversifient et deviennent plus complexes, à mesure que se font jour de nouvelles formes épidémiologiques. La transmission par voie sexuelle prend une importance croissante en Europe orientale et en Asie centrale, où, jusqu'à une date récente, l'épidémie était largement concentrée chez les usagers de drogues par injection. En Afrique subsaharienne, où la transmission hétérosexuelle a

² *Progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Déclaration d'engagement sur le VIH/SIDA et de la Déclaration politique sur le VIH/SIDA. Rapport du Secrétaire général, 1^{er} avril 2010.*

été prédominante, des éléments probants montrent un risque élevé de VIH chez les hommes ayant des relations sexuelles avec les hommes (HSH) et les usagers de drogues par injection. Le travail sexuel reste au centre des épidémies dans un certain nombre de pays d'Asie et d'Afrique subsaharienne et la combinaison du travail sexuel et de l'usage de drogues par injection est un facteur majeur de la transmission du VIH dans les pays les plus touchés d'Europe orientale et d'Asie centrale.

Il est essentiel de disposer de meilleurs éléments probants pour s'assurer que les réponses nationales s'adaptent à l'évolution des priorités de l'épidémie. Les Nations Unies et les autres partenaires du développement doivent également s'adapter, afin de soutenir efficacement des réponses propres à chaque région et à chaque pays. L'approche « Connaître son épidémie, connaître sa riposte », que promeut l'ONUSIDA et que l'UNESCO soutient, vise à aider

les pays à acquérir une meilleure connaissance de l'épidémie et à concevoir leurs réponses en conséquence, ainsi qu'à s'assurer que les Nations Unies et les autres partenaires du développement fournissent un soutien approprié.

Un engagement politique et un leadership plus forts sont également essentiels, car un grand nombre des obstacles que rencontre la lutte contre l'épidémie sont d'ordre politique, social et culturel. La stigmatisation et la discrimination, l'inégalité entre les genres et la violence basée sur le genre, ainsi que des législations punitives et contre-productives, continuent de limiter l'efficacité des réponses au VIH. Des efforts plus importants doivent être réalisés en vue de réduire la stigmatisation et la discrimination, de protéger les droits humains, de faire progresser l'égalité entre les genres et de promouvoir l'implication des personnes les plus touchées par le VIH.

Le rôle de l'éducation dans la réponse du VIH

En tant qu'institution des Nations Unies spécialisée en matière d'éducation, la contribution de l'UNESCO est axée sur le rôle central de l'éducation dans la réponse au VIH et dans la réalisation de l'accès universel. Ce rôle porte notamment sur l'apprentissage dans des environnements éducatifs formels, les activités éducatives non formelles et l'éducation informelle, ainsi que sur la communication par les médias de masse et les canaux communautaires. Cependant, l'UNESCO reconnaît également que l'éducation ne peut, à elle seule, opérer les transformations nécessaires pour inverser et arrêter l'épidémie. L'éducation doit être complétée par des actions visant à traiter les facteurs sociaux et culturels ayant une incidence sur la capacité des individus à faire des choix sains et à adopter des comportements et des manières d'agir sûrs dans tous les secteurs de la société.

L'éducation est au centre de la préparation des jeunes à la vie adulte et offre une protection importante contre le VIH. La Campagne mondiale pour l'éducation a estimé que l'enseignement primaire universel éviterait, à lui seul, 700 000 nouvelles infections par le VIH chaque année. Il est donc fondamental de parvenir à l'Éducation pour tous (EPT) pour réduire la vulnérabilité et les risques liés au VIH. L'UNESCO et ses partenaires collaborent avec les pays à la réalisation de l'EPT. Ce processus a bien progressé – 47 pays sur 163 sont parvenus à

l'enseignement primaire universel et 20 pays sont en passe d'y parvenir d'ici 2015³. Le nombre d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire et non scolarisés a diminué de 33 millions, mais 72 millions d'enfants au moins n'étaient toujours pas scolarisés en 2007. En outre, malgré des améliorations en matière de scolarisation des filles, 24 pays ont peu de chances de parvenir à la parité entre les genres au niveau primaire ou secondaire d'ici 2015.

³ Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2010.

L'importance de l'éducation a été réaffirmée par le Sommet du Millénaire de 2010, qui a conclu que « faire en sorte de garantir l'accès à l'école des enfants est un aspect important de la prévention du VIH, car l'amélioration du niveau d'éducation est associée à des comportements sexuels plus sûrs et au report de l'activité sexuelle et elle réduit la vulnérabilité des filles au VIH ».

L'éducation peut :

- Apporter aux enfants et aux jeunes les connaissances et les compétences dont ils ont besoin pour faire des choix plus sûrs et plus sains.
- Contribuer à différer les premiers rapports sexuels et à réduire les comportements à risque chez ceux qui sont déjà sexuellement actifs.
- Promouvoir la prise de conscience des risques de l'usage de l'alcool et des drogues, en particulier du risque de VIH lié à l'usage de drogues par injection dans des conditions de sécurité insuffisantes.
- Assurer aux jeunes HSH les connaissances et les compétences dont ils ont besoin pour faire des choix sûrs et sains en matière de sexualité.
- Traiter les facteurs sociaux et structurels qui facilitent la diffusion du VIH, y compris le manque de perspectives et l'inégalité entre les genres.
- Réduire la vulnérabilité des filles au VIH en améliorant l'estime qu'elles ont d'elles-mêmes et leurs perspectives économiques. Plus le niveau d'éducation est élevé, plus grands sont les bénéfices – les filles qui achèvent leur scolarité

Renforcer la réponse éducative

Alors que de nombreux pays ont élaboré des politiques et stratégies relatives au VIH et au SIDA dans le secteur éducatif, les éléments probants disponibles suggèrent que, pour ce qui concerne la mise en œuvre, les progrès ont été limités.

- Une évaluation récente d'EDUSIDA, l'Initiative mondiale de l'ONUSIDA sur l'éducation et le VIH et le SIDA, a mis en lumière la nécessité d'intégrer le VIH dans les politiques et programmes d'éducation et de remédier aux blocages que rencontre la mise en œuvre.
- Une étude conjointe de la SADC, de l'UNESCO et de l'UNICEF menée au sein de la Communauté de développement de l'Afrique australe a fait apparaître qu'il existe des politiques et des stratégies nationales relatives au VIH dans le secteur de l'éducation, mais que la mise en œuvre a été faible faute de leadership, de capacités et de ressources.
- Analysant les enseignements tirés de l'expérience, l'Équipe de travail inter-institutions (ETII) de l'ONUSIDA sur l'éducation a identifié des défis comparables et a recommandé un plus grand soutien à la mise en œuvre des réponses

dans l'enseignement secondaire présentent un moindre risque d'infection par le VIH et ont plus de chances de pratiquer une sexualité plus sûre.

- Promouvoir la compréhension et la tolérance et réduire la stigmatisation et la discrimination envers les personnes vivant avec le VIH, ainsi qu'envers les populations marginalisées et les plus exposées.

Dans le même temps, il est de plus en plus largement reconnu que l'EPT ne peut être réalisée sans remédier au VIH et SIDA. Le VIH maintient les enfants hors de l'école et a un effet négatif sur l'apprentissage. Le *Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2010* a mis en relief la situation des enfants les plus exposés au risque de marginalisation éducative. Il s'agit notamment des enfants qui vivent avec le VIH, qui sont devenus orphelins ou vivent dans des foyers touchés par le VIH.

La consolidation des progrès réalisés en matière de scolarisation et d'éducation des filles et l'exploitation de ces progrès, en tant que l'un des éléments essentiels de la réponse au VIH, doivent demeurer prioritaires, mais il y a plus à faire pour maximiser l'efficacité des réponses éducatives au VIH.

du secteur éducatif au VIH, ainsi qu'un suivi et une évaluation plus précis de ces réponses.

Un soutien plus important destiné à permettre aux pays de combler le déficit de mise en œuvre, notamment à renforcer les capacités du secteur éducatif à donner suite aux politiques et aux stratégies à tous les niveaux, est essentiel. Les pays les plus gravement touchés par le VIH ont également besoin d'un soutien pour remédier à l'impact de l'épidémie sur le secteur éducatif. Le VIH et le SIDA sont responsables de 77 % du déficit d'enseignants dans les pays présentant un taux élevé de prévalence du VIH⁴.

Des efforts concertés sont également nécessaires pour accroître la couverture, la qualité et la portée de l'éducation relative au VIH, afin de maximiser l'impact qu'elle peut avoir sur l'épidémie.

À l'échelle mondiale, alors que la connaissance du VIH et les comportements sexuels plus sûrs ont progressé parmi les jeunes, 34 % seulement des jeunes possèdent une connaissance complète et précise du VIH⁵. La couverture doit être élargie

4 UNESCO. *L'Éducation compte : vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement*, 2010.

5 *Rapport ONUSIDA sur l'épidémie mondiale de SIDA 2010*.

afin de faire en sorte que tous les enfants et tous les jeunes aient accès à une information et à une éducation précises et de haute qualité sur le VIH, afin de leur permettre d'acquérir les connaissances, les attitudes et les compétences requises avant qu'ils n'atteignent l'âge où certains d'entre eux pourraient adopter des comportements à risque.

Il s'agit notamment d'améliorer l'accès à l'information relative au VIH et de promouvoir les changements de comportement chez les enfants et les jeunes non scolarisés et au moyen de programmes éducatifs non formels. Le recours aux nouveaux médias et aux nouvelles technologies, notamment à l'Internet, offre une importante possibilité d'atteindre et d'influencer les jeunes, en particulier ceux qui ne se trouvent pas dans l'éducation formelle. L'UNESCO peut tirer parti de l'expertise conjuguée de ses Secteurs de l'éducation et de la communication et de l'information pour maximiser le potentiel des nouveaux médias et des nouvelles technologies.

La couverture de l'éducation relative au VIH dans les écoles secondaires s'est améliorée, mais celle de l'éducation adaptée à l'âge des élèves des écoles primaires est moins cohérente. Les besoins des

étudiants de l'enseignement supérieur, y compris dans les établissements de formation des enseignants, ont été mal satisfaits. Les études commandées par l'UNESCO en 2008 sur les connaissances relatives au VIH et sur les comportements à risque dans les établissements de formation supérieure de premier cycle en Zambie et en Éthiopie ont fait apparaître que les informations et les conceptions erronées au sujet du VIH étaient fréquentes chez les étudiants et que les relations sexuelles commerciales, la multiplicité des partenaires sexuels, l'exploitation sexuelle des étudiantes et les relations sexuelles entre le personnel et les étudiants faisaient courir à ces derniers des risques élevés d'infection par le VIH. Un soutien à la planification et à la mise en œuvre d'actions relatives au VIH dans les établissements d'enseignement supérieur est essentiel.

Dans de nombreux pays, on observe également un décalage entre les connaissances et les pratiques, certains jeunes possédant une information précise sur le VIH adoptant des comportements à risque. Les réponses éducatives doivent également traiter les facteurs contribuant à ce phénomène, notamment la pression exercée par les pairs, la culture des jeunes et la faible perception des risques.

Promouvoir une éducation globale en matière de VIH et de sexualité

Lorsqu'elle est bien planifiée et bien dispensée, une éducation relative au VIH et à la sexualité accroît les connaissances, développe les compétences, génère des attitudes positives et peut modifier ou réduire les comportements de prise de risques.

En revanche, des programmes de mauvaise qualité, le manque d'enseignants convenablement formés et des méthodes d'enseignement et des matériels pédagogiques inappropriés, entre autres facteurs, limitent l'efficacité de l'éducation

relative au VIH. Une telle éducation, lorsqu'elle se concentre sur la fourniture d'informations et utilise des méthodes pédagogiques traditionnelles, ne parvient souvent pas à toucher les jeunes et à faire évoluer leurs attitudes, leurs compétences et leurs comportements. Une étude menée par le Consortium de l'Afrique australe et orientale pour le pilotage de la qualité de l'éducation (SACMEQ) (voir ci-dessous) a conclu qu'il était urgent d'améliorer la prestation de l'éducation relative à la prévention du VIH dans les écoles.

L'éducation relative au VIH... encore perfectible

Le Projet SACMEQ III pour 2007-2010 impliquait 15 ministères de l'éducation, 2 779 écoles, 8 045 enseignants et 61 421 élèves de sixième année (âgés en moyenne de 13,5 ans) en Afrique orientale et australe. Les enseignants et les élèves ont été testés sur leurs connaissances en matière de VIH et SIDA. Les répondants ont été placés en différentes catégories : leurs connaissances étaient décrites comme « minimales » s'ils maîtrisaient au moins 50 % du programme officiel et « souhaitable » s'ils en maîtrisaient au moins 75 %. Dans la plupart des pays, 20 % à 40 % seulement des élèves possédaient des connaissances minimales et moins de 10 % les connaissances souhaitables. Presque tous les enseignants possédaient des connaissances minimales et, dans la plupart des pays, 80 % à 95 % d'entre eux possédaient les connaissances souhaitables. Ces observations, qui illustrent les différences de connaissances chez les enseignants et les élèves, soulignent qu'il est urgent d'améliorer la prestation de l'éducation relative au VIH dans les écoles.

Une éducation efficace en matière de VIH et de sexualité exige un personnel hautement qualifié et motivé. Les enseignants ont besoin d'une formation appropriée, de compétences leur permettant d'utiliser des méthodes participatives et d'un soutien continu. Il faut veiller davantage à ce que la formation initiale assure aux enseignants les connaissances et les compétences requises et à évaluer la manière dont les enseignants dispensent l'éducation relative au VIH, ainsi que les raisons expliquant la mauvaise qualité de cette prestation.

Dans tous les contextes d'épidémie, les enfants et les jeunes ont besoin d'une éducation de qualité en matière de VIH. En pratique, cependant, les

programmes scolaires considèrent souvent le VIH isolément et l'éducation préventive se concentre sur la transmission hétérosexuelle du VIH, n'évoquant que peu les autres comportements à risque. L'éducation relative au VIH et les programmes de prévention des drogues ne sont pas toujours intégrés. Lorsque c'est le cas, la prévention du VIH ne traite pas toujours de la réduction des risques, que certains considèrent comme un encouragement à l'usage des drogues pour les jeunes, ce qui laisse les jeunes usagers de drogues par injection exposés à la transmission du VIH. Des restrictions légales interdisent souvent aux jeunes qui utilisent déjà des drogues d'avoir accès à des services.

Le soutien de l'UNESCO à l'éducation relative au VIH et aux drogues

De nombreux usagers de drogues, y compris par injection, sont des jeunes. L'âge moyen de la première utilisation d'héroïne ou d'autres drogues se situe avant 24 ans dans la plupart des environnements et des études font apparaître une diminution de l'âge moyen à la première injection. Le travail de l'UNESCO en matière de VIH et de drogues, composante clé d'une éducation globale en matière de VIH, est axé sur les actions suivantes :

- Éduquer les jeunes avant qu'ils puissent commencer à utiliser des drogues, afin de les doter des informations et des compétences qui leur permettent de faire des choix plus sûrs et moins dommageables.
- Éduquer les jeunes qui utilisent des drogues non injectables quant aux risques liés à l'usage de drogues en général et à l'injection en particulier, et les informer sur les stratégies de réduction des risques au cas où ils commenceraient à s'injecter des drogues.
- Informer les jeunes usagers de drogues injectables sur les stratégies de réduction des risques et faciliter leur accès à des services de réduction des risques, ainsi qu'aux TAR pour ceux qui vivent avec le VIH.

L'UNESCO a déjà soutenu des actions clés dans ces domaines dans des régions où le principal vecteur de transmission est l'usage de drogues injectables, notamment l'Asie et le Pacifique, l'Europe orientale et l'Asie centrale.

Une évolution fondamentale est également nécessaire pour faire en sorte que l'éducation relative au VIH soit intégrée, plus largement, dans l'éducation sexuelle et la promotion de la santé. Il faudrait ainsi faire en sorte que l'éducation relative au VIH aborde des questions telles que les relations, la confiance, la pression exercée par les pairs, les disparités de pouvoir, les normes de genre et

l'inégalité entre les genres, la grossesse, les autres infections sexuellement transmissibles, les relations entre personnes du même sexe, l'utilisation des drogues et les normes sociales qui accroissent le risque de VIH et la vulnérabilité à celui-ci, ainsi que la stigmatisation et la discrimination associées au VIH et aux personnes adoptant des comportements à risque.

L'engagement de l'Amérique latine et des Caraïbes en faveur d'une éducation sexuelle

En août 2008, les ministres de la santé et de l'éducation d'Amérique latine et des Caraïbes ont signé à Mexico une déclaration historique. Cette déclaration ministérielle donne mandat pour assurer une éducation sexuelle et au VIH dans les écoles de la région, appelant à ce qu'une éducation sexuelle générale englobe les droits humains, les aspects éthique, biologique, affectif, culturel et liés au genre, ainsi que le respect de la diversité des orientations et des identités sexuelles, et que cette éducation soit un domaine central de l'enseignement dans les écoles primaires et secondaires.

Une éducation globale relative au VIH et à la sexualité est une priorité pour l'UNESCO et les Nations Unies. Cet aspect s'exprime fortement dans la Stratégie de l'ONUSIDA et dans le domaine prioritaire du Cadre de résultats consistant à donner aux jeunes les moyens de se protéger eux-mêmes du VIH⁶, qui comporte l'objectif de dispenser des connaissances complètes sur le VIH, en particulier par le biais de l'éducation sexuelle, et la récente évaluation d'EDUSIDA, qui a mis en lumière la nécessité d'une plus grande insistance sur les droits humains et les questions liées au genre dans les réponses du secteur éducatif⁷. Il s'exprime aussi dans l'*Agenda de l'ONUSIDA pour une action accélérée au niveau des pays en faveur des femmes, des filles et de l'égalité des genres et du VIH*, qui recommande et soutient un accès à une éducation complète relative à la sexualité au niveau des pays, promouvant l'égalité entre les genres et les droits humains.

Le rapport 2010 du Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'éducation s'est également concentré sur une éducation globale relative à la

- 6 *UNAIDS Outcome Framework Business Case Empowering Young People to Protect Themselves from HIV* (Avant-projet, mars 2010). L'objectif de ce domaine prioritaire du Cadre de résultats est de réduire de 30 % d'ici 2015 le nombre de nouvelles infections par le VIH chez les jeunes (de 15 à 24 ans) en leur assurant une information complète sur la sexualité et la reproduction et en mettant à leur disposition des compétences, des services et des produits dans un environnement sûr et favorable spécifiquement adapté au contexte du pays et de l'épidémie.
- 7 UNESCO et al. 2010. *Principes directeurs internationaux sur l'éducation sexuelle : Une approche factuelle à l'intention des établissements scolaires, des enseignants et des professionnels de l'éducation à la santé.*



sexualité en tant que moyen de réaliser d'autres droits humains et a mis en lumière l'importance d'une telle éducation face à la menace du VIH. Le rapport mettait également en relief la nécessité que l'éducation sexuelle se situe fermement dans une perspective de genre et de diversité.

Prendre en compte l'égalité des genres et les droits humains

L'efficacité des réponses au VIH et SIDA exige de plus grands efforts pour promouvoir l'égalité entre les genres et les droits humains et pour lutter contre la stigmatisation et la discrimination, que ce soit par l'éducation ou plus généralement. Plus précisément,

il convient de veiller davantage à promouvoir la tolérance de la diversité culturelle et sexuelle, les attitudes positives envers les personnes vivant avec le VIH et les droits et les besoins spécifiques des enfants et des jeunes vivant avec le VIH.

L'égalité entre les genres est l'une des deux priorités mondiales de l'UNESCO pour 2008-2013 et le Plan d'action pour l'égalité entre les genres a été approuvé par le Conseil exécutif de l'UNESCO. L'égalité entre les genres est au cœur de tous les domaines dans lesquels travaille l'UNESCO, notamment pour ce qui concerne le VIH et SIDA.

L'action dans le domaine du genre et des droits humains doit tenir compte de l'influence de la culture sur la conception qu'ont les individus de la santé, des comportements, des relations et des choix individuels et sociaux. Des approches culturellement appropriées peuvent faire des individus et des communautés des catalyseurs de changement, y

compris pour ce qui concerne les normes et attitudes liées au genre envers les personnes vivant avec le VIH. La diversité culturelle signifie cependant qu'il n'existe pas d'approche « à taille unique » et que des approches culturellement adaptées devraient refléter les principes internationalement reconnus du respect et de la promotion de la diversité culturelle.

Femmes et jeunes filles et VIH

- L'épidémie de VIH a prélevé un tribut dévastateur en vies humaines sur les jeunes femmes, qui représentent 66 % des infections chez les jeunes à l'échelle mondiale.
- Le VIH est la cause principale de décès et de maladie chez les femmes en âge de procréer (15-49 ans) à l'échelle mondiale.
- Dans presque tous les pays d'Afrique subsaharienne et dans certains pays des Caraïbes, la majorité des personnes vivant avec le VIH sont des femmes, en particulier des jeunes filles et des femmes âgées de 15 à 24 ans.
- La moitié des personnes vivant avec le VIH dans le monde sont des femmes et 76 % de toutes les femmes séropositives au VIH vivent en Afrique subsaharienne.
- Les femmes vivant avec le VIH ont plus de risques de subir des violences du fait de leur statut sérologique.

Source : Fiche sur les femmes, les jeunes filles, le VIH et l'éducation élaborée par l'UNESCO à l'intention de la Commission de la condition de la femme 2011.

L'inégalité entre les genres et la violence basée sur le genre⁸ ont une incidence sur les perspectives éducatives et économiques des femmes et des jeunes filles et accroissent pour elles les risques de VIH et leur vulnérabilité face au virus. Les efforts visant à promouvoir l'égalité entre les genres, à réduire la violence basée sur le genre et à réaliser les droits des femmes et des filles sont au centre de la réponse au VIH et SIDA, en particulier dans les pays où les femmes sont disproportionnellement touchées par le VIH et SIDA. Les normes et les attentes liées au genre en matière de comportement masculin renforcent l'inégalité entre les sexes, mais accroissent aussi les risques et la vulnérabilité face au VIH pour les hommes et les jeunes garçons. De même, dans les régions où l'épidémie est propagée par des relations sexuelles à risque entre hommes et un usage à risque de drogues injectables, les hommes sont disproportionnellement touchés par le VIH.

Les réponses nationales doivent donc être sexotransformatives, en donnant aux femmes et aux jeunes filles travaillant avec des hommes les moyens de lutter contre des normes de genre dommageables et de changer les attitudes et les pratiques qui accroissent les risques et la vulnérabilité face au VIH pour les deux sexes.

Les réponses nationales doivent également reposer sur les principes et les normes des droits humains. Malgré l'existence de lois et de politiques protectrices, les pratiques discriminatoires persistent,

notamment l'exclusion de l'école des enfants vivant avec le VIH, et les enfants et les jeunes séropositifs au VIH continuent de subir la stigmatisation et la discrimination de la part des enseignants et de leurs pairs. Dans une récente étude de l'UNESCO sur les besoins éducatifs des apprenants qui vivent avec le VIH, tous les enfants séropositifs au VIH ont indiqué que le fait que les autres connaissent leur statut sérologique avait des conséquences négatives.

Il faut intensifier les efforts pour éliminer la stigmatisation et la discrimination dans les environnements éducatifs, notamment en faisant respecter les lois et les politiques qui protègent les apprenants et les éducateurs de la discrimination et en mobilisant l'ensemble de la société. Autonomiser les associations de jeunes et d'étudiants par des initiatives de pairs et permettre aux responsables politiques locaux de relever d'une manière adéquate les défis au niveau municipal sont des points d'entrée importants.

La réponse éducative doit également s'adapter pour répondre aux besoins des 2,5 millions d'enfants et de jeunes qui, à travers le monde, vivent avec le VIH. Les enfants et les jeunes séropositifs au VIH ont des besoins spécifiques en termes de prévention du VIH, de traitement, de soins et de soutien. En grandissant, les jeunes qui vivent avec le VIH ont besoin d'informations leur permettant de faire des choix sûrs et sains en matière de relations, de sexualité et de procréation, mais ces éléments ne sont pas traités de manière cohérente par l'éducation préventive au VIH. L'éducation relative au VIH doit également intégrer la question du traitement, afin

L'inégalité entre les genres et la violence basée sur le genre ont une incidence sur les perspectives éducatives et économiques des femmes et des jeunes filles et accroissent pour elles les risques de VIH et leur vulnérabilité face au virus

8 http://data.unaids.org/pub/FactSheet/2010/20100302_fs_womenhiv_fr.pdf

que les jeunes sachent qu'il existe des conseils et des tests pour ce qui est du VIH et comprennent qu'il est important de suivre le traitement et de continuer à adopter des attitudes de protection.

Une éducation globale en matière de VIH et de sexualité peut être un point d'entrée pour une approche scolaire saine et des efforts plus larges de promotion de la santé. La promotion de la santé et la santé scolaire peuvent aussi être un point d'entrée pour l'éducation relative au VIH. Les environnements éducatifs peuvent contribuer à améliorer la santé ainsi qu'à protéger les droits humains, à faire progresser l'égalité entre les genres et à lutter contre la stigmatisation et la discrimination. Les actions visant à promouvoir la santé scolaire et à intégrer la

promotion de la santé dans l'éducation doivent être intensifiées.

Les écoles ont également démontré qu'elles peuvent jouer un rôle important dans les soins et le soutien apportés aux enfants et aux jeunes infectés et affectés, en particulier à ceux qui n'ont pas de soutien de la part de leur famille. Cependant, les enseignements tirés doivent être appliqués plus largement et les écoles doivent développer des liens plus forts avec les services de santé et d'aide sociale. L'éducation non formelle et les actions éducatives menées hors du cadre scolaire continuent également de représenter un contexte important pour élargir l'accès à des possibilités d'éducation de bonne qualité sur la prévention du VIH pour les jeunes.



La réponse éducative doit également s'adapter pour répondre aux besoins des 2,5 millions d'enfants et de jeunes qui, à travers le monde, vivent avec le VIH. Les enfants et les jeunes séropositifs au VIH ont des besoins spécifiques en termes de prévention du VIH, de traitement, de soins et de soutien. En grandissant, les jeunes qui vivent avec le VIH ont besoin d'informations leur permettant de faire des choix sûrs et sains en matière de relations, de sexualité et de procréation...



3

CONTRIBUTION DE L'UNESCO

L'UNESCO contribue à la réponse au VIH par les actions collectives de ces secteurs, instituts, bureaux régionaux et bureaux hors Siège et en collaboration avec divers partenaires. Les partenariats avec l'ONUSIDA et les institutions des Nations Unies, les donateurs multilatéraux et bilatéraux, les gouvernements nationaux, les organisations internationales et nationales de la société civile et le secteur privé sont au cœur du travail de l'UNESCO en matière de VIH et SIDA.



Principes de l'UNESCO

Le travail de l'UNESCO en matière de VIH et SIDA est guidé par les principes suivants :

- **Droits humains** – L'UNESCO est guidée par les principes et les normes internationaux des droits humains. L'UNESCO adopte une approche fondée sur les droits humains qui met l'accent sur l'égalité, la non-discrimination, la participation et la responsabilité, et s'emploie à réduire la stigmatisation et la discrimination, à promouvoir la tolérance et à défendre les droits des personnes touchées par le VIH et de celles qui sont particulièrement vulnérables au VIH.
- **Égalité entre les genres** – L'UNESCO soutient la programmation sexotransformative qui fait progresser l'égalité entre les genres et s'oppose aux rôles de genre, normes culturelles et structures de pouvoir qui accroissent la vulnérabilité des femmes et des hommes face au VIH.
- **Appropriation par les pays** – L'UNESCO est attachée aux principes d'appropriation nationale, d'harmonisation et d'alignement, conformément à la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement et à la Stratégie de l'ONUSIDA pour 2011-2015. L'UNESCO continuera à collaborer avec ses partenaires au niveau des pays afin d'aligner son action avec les priorités, les plans et les processus nationaux et à soutenir les « Trois principes » – un plan national, une autorité nationale de coordination et un cadre national de suivi et d'évaluation pour le VIH et SIDA.
- **Des éléments probants** – L'UNESCO soutient les approches scientifiquement précises et fondées sur des éléments probants, ainsi que l'approche « Connaître son épidémie, connaître sa riposte ». L'UNESCO continuera à générer des informations stratégiques, à encourager l'innovation et à aider les pays à mettre en œuvre des réponses ayant fait leurs preuves et fondées sur des éléments probants, adaptées au contexte de l'épidémie.
- **Participation et inclusion** – L'UNESCO promeut la participation de tous les secteurs de la société, notamment de la société civile, des médias, du secteur privé, des populations les plus exposées et des personnes vivant avec le VIH et touchées par celui-ci. L'UNESCO est attachée à une plus grande participation des personnes vivant avec le VIH et au cadre pour la santé positive, la dignité et la prévention, qui met l'accent sur les droits et les responsabilités des personnes vivant avec le VIH et sur leur rôle moteur dans la prévention et le traitement et dans l'élimination des obstacles liés à la législation et aux politiques.
- **Des mesures culturellement appropriées** – La culture a une incidence sur la conception qu'ont les individus la santé, les relations, des croyances et des comportements et sur la manière dont ils conçoivent le VIH et SIDA. L'UNESCO promeut des approches culturellement appropriées, pertinentes pour le contexte local et exploitant les ressources culturelles des communautés. Le respect de la culture locale est essentiel à une participation efficace des populations touchées et la participation est essentielle pour faire en sorte que les actions soient culturellement appropriées. Une éducation culturellement appropriée peut également remettre en cause des pratiques traditionnelles dommageables et contribuer à mettre en place des pratiques alternatives et plus sûres.
- **Participation des jeunes** – Les jeunes ont besoin de connaissances, de compétences et d'un environnement favorable pour faire des choix sûrs et sains au cours de leur vie. L'UNESCO cible ses actions pour répondre aux besoins des jeunes et collabore avec des organisations et des initiatives de jeunesse promouvant la participation des jeunes aux politiques et aux programmes relatifs au VIH. La participation est axée sur les jeunes soumis aux plus grands risques et sur ceux qui vivent avec le VIH, en les aidant notamment à faire face à la stigmatisation et la discrimination.

L'action collective au sein de l'UNESCO

Tous les secteurs de l'UNESCO contribuent à la réponse au VIH, par le biais de stratégies sectorielles spécifiques et d'une collaboration entre les secteurs.

La collaboration entre les secteurs de l'UNESCO est coordonnée par la Plate-forme intersectorielle sur le VIH et le SIDA, qui sera encore renforcée en 2012-2013 et est placée sous le contrôle du Coordonnateur général de l'UNESCO pour le VIH et le SIDA, avec le soutien des points focaux de l'UNESCO sur le VIH et SIDA. En 2010, la Plate-forme intersectorielle a produit un guide pratique sur les caractéristiques essentielles d'une prévention efficace du VIH, avec des contributions des Secteurs de la communication et de l'information, de la culture, de l'éducation, des sciences naturelles et des sciences sociales et humaines de l'UNESCO, ainsi que de la Division pour l'égalité des genres.

Les rôles des différents secteurs sont les suivants :

- Le **Secteur de l'information et de la communication** – soutient les capacités des professionnels et des institutions des médias, de la communication et de l'information en vue de renforcer les normes professionnelles du journalisme et l'accès à une information crédible et scientifiquement précise et d'élaborer des outils multimédias interactifs et des matériels adaptés aux jeunes.
- Le **Secteur de la culture** – promeut la culture et le dialogue interculturel comme des conditions et des atouts du succès de réponses au VIH fondées sur les principes du respect de la dignité humaine, de la diversité culturelle et de la participation aux politiques et à la programmation.
- La **Division pour l'égalité des genres, au Cabinet de la Directrice générale** – soutient l'intégration d'une perspective d'égalité des genres à tous les stades du cycle de programme, de la conceptualisation à l'évaluation. La Division renforce les capacités pertinentes, cherche à assurer la participation de l'UNESCO aux actions menées à l'échelle interinstitutions en matière de genre et de VIH et dispense des conseils en matière de politiques aux États membres, notamment sur l'égalité des genres et le VIH et SIDA.
- Le **Secteur de l'éducation** – soutient des réponses globales du secteur éducatif au VIH et SIDA, en se concentrant particulièrement sur la prévention du VIH auprès des jeunes, notamment par l'intermédiaire d'EDUSIDA et de l'ETII de l'ONUSIDA sur l'éducation.
- Le **Secteur des sciences naturelles** – promeut des contenus scientifiques précis et à jour, aide les établissements d'enseignement supérieur à intégrer le VIH et SIDA dans leurs programmes scientifiques et promeut le renforcement des capacités des jeunes scientifiques en matière de recherche.
- Le **Secteur des sciences sociales et humaines** – soutient la recherche axée sur les politiques et l'élaboration de recommandations sur les politiques à l'intention des autorités municipales et cherche à donner aux jeunes les moyens de faire face à la discrimination liée au VIH et aux problèmes qu'ils rencontrent en termes de droits de l'homme, ainsi qu'aux causes structurelles de la vulnérabilité.

En 2010, la plate-forme intersectorielle a produit un guide pratique sur les caractéristiques essentielles d'une prévention efficace du VIH, avec des contributions des Secteurs de la communication et de l'information, de la culture, de l'éducation, des sciences naturelles et des sciences sociales et humaines de l'UNESCO, ainsi que de la Division pour l'égalité des genres

Les secteurs de l'UNESCO mettent en œuvre divers programmes et projets relatifs au VIH et SIDA

Le **Secteur de la communication et de l'information** fournit un appui technique aux établissements de radiotélévision et de formation aux médias, aux départements universitaires et aux bibliothèques. Il soutient la création de contenus locaux par le biais d'ateliers d'examen par les pairs et de formations destinées aux jeunes producteurs de télévision, facilite la distribution gratuite de produits télévisés de qualité auprès des diffuseurs et promeut un journalisme professionnel de qualité et la constitution de réseaux entre diffuseurs et institutions nationales de prévention du SIDA. Il plaide également pour l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et des ressources éducatives ouvertes afin de renforcer les efforts de prévention du VIH et de prévenir la stigmatisation et la discrimination. Les ressources élaborées comportent un modèle de programme d'études pour la formation au journalisme, adoptée par 57 instituts de formation dans 45 pays, un manuel à l'intention des formateurs et des producteurs de télévision sur le VIH et SIDA et un jeu informatique interactif. Le secteur travaille également en partenariat avec les médias. Ainsi, l'Institut de l'Asie et du Pacifique pour le développement de la radiodiffusion (AIBD) a élaboré un module de formation des diffuseurs relatif au VIH et SIDA, utilisé pour la formation des producteurs de télévision et des formateurs par ses 26 membres et 70 affiliés, ainsi que par des syndicats et associations de diffuseurs des régions Afrique et Asie-Pacifique. Le Secteur soutient également le renforcement des capacités dans le domaine des médias au niveau national, local et au niveau des écoles en vue de la sensibilisation du public au VIH et SIDA, d'une communication axée sur la modification des comportements pour la prévention du VIH chez les jeunes et d'une réduction de la stigmatisation et la discrimination liées au VIH dans les pays d'Asie centrale et de la Fédération de Russie.

Le **Secteur de la culture** mène des recherches sur les aspects culturels du VIH et SIDA, soutient les efforts visant à intégrer des approches culturellement appropriées dans les politiques et les programmations nationales relatives au VIH et diffuse des informations sur des questions socioculturelles – par exemple sur la manière dont le VIH touche les femmes immigrées et sur le rôle des responsables religieux dans la lutte contre la stigmatisation et la discrimination. Le

Secteur promeut également l'utilisation des arts et de la créativité dans le cadre des programmes consacrés au VIH et soutient l'élaboration de matériels et de programmes culturellement appropriés. Il s'agissait notamment d'une série d'outils et de manuels de théâtre consacrés à l'utilisation des arts et de la créativité pour lutter contre la discrimination liée au VIH, et d'émissions de radio sur le VIH, la drogue et le trafic à l'intention des communautés ethniques minoritaires de la région du Grand Mékong.

La **Division pour l'égalité des genres** a élaboré une série de documents visant à améliorer la compréhension des problèmes structurels ayant une incidence sur la vulnérabilité des femmes et des jeunes filles face au VIH et une réponse tenant compte de la question du genre. En 2009, la Division pour l'égalité des genres et le Secteur de la culture, en collaboration avec le Conseil de recherche en sciences sociales, ont publié la version en ligne de *The Fourth Wave: Violence, Gender, Culture and HIV in the 21st Century*, publication consacrée aux facteurs sociaux, culturels et économiques qui favorisent l'épidémie.

Le **Secteur de l'éducation** fournit diverses formes de soutien en vue de réponses globales du secteur éducatif au VIH et SIDA dans 80 pays. Au Pakistan, par exemple, l'UNESCO aide le ministère de l'éducation à intégrer l'éducation relative au VIH et SIDA dans la politique nationale d'éducation et plaide auprès des décideurs politiques et des concepteurs des programmes d'études pour l'intégration de l'éducation à la prévention du VIH dans les programmes scolaires. Ce travail s'inscrit dans le cadre du programme conjoint des Nations Unies sur la santé et la population et est engagé par l'UNESCO en partenariat avec l'UNICEF, l'UNFPA et l'OMS. Au Kazakhstan, l'UNESCO a aidé le ministère de l'éducation et des sciences et l'institut national chargé de la formation continue des enseignants à concevoir des ressources destinées à l'éducation préventive au VIH à l'intention des enseignants. Certains de ces matériels ont été adoptés pour les enseignants de pays voisins, le Kirghizistan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan, et un cours en ligne utilisant ce matériel est actuellement en cours d'élaboration. Au Viet Nam, l'UNESCO a collaboré avec d'autres organismes coparrainants de l'ONUSIDA en vue de renforcer le ministère de l'éducation et de la formation, de soutenir la planification stratégique et l'intégration de l'éducation relative au VIH et à la sexualité dans les documents de stratégie nationale, ainsi que le suivi et l'évaluation de l'éducation au VIH et SIDA, et de plaider pour l'intégration de la prévention du VIH dans le secteur éducatif.

En Afrique orientale et australe, un soutien est apporté à 17 pays par le biais de deux programmes spécifiques.

- Le programme de l'UNESCO et du Fonds de l'OPEP pour le développement international vise à renforcer la base de données factuelles relatives à l'éducation et au VIH, à mettre en place des partenariats en vue d'une action aux niveaux global, régional et national, à soutenir l'intensification de la mise en œuvre des réponses du secteur éducatif au niveau des pays et à assurer aux pays un appui technique de haute qualité. Après une évaluation rapide, une action est engagée pour renforcer l'intégration du VIH et du SIDA dans les politiques et les stratégies d'ensemble du secteur éducatif améliorer le suivi et l'évaluation de l'efficacité du secteur éducatif, et renforcer l'éducation sexuelle dans les programmes d'éducation relative au VIH.
- La Fondation Virginio Bruni Tedeschi finance le programme « Accroître les connaissances, les aptitudes et l'espoir : Une éducation au VIH et au SIDA pour les enfants d'Afrique », en Angola, au Lesotho, en Namibie et au Swaziland. Le programme vise à accroître la couverture et la qualité de l'éducation relative au VIH, à améliorer les possibilités de disposer d'un soutien technique et à renforcer les partenariats et les enseignements tirés de l'expérience. Au début de 2011, il avait touché 4024 écoles, 17236 enseignants et 453913 apprenants avec des activités telles que la formation des enseignants et le soutien psychosocial des éducateurs et des apprenants vivant avec le VIH.

Le **Secteur des sciences naturelles** travaille en collaboration avec le Bureau régional de science et de technologie de l'UNESCO pour l'Afrique pour intégrer le VIH dans les programmes universitaires, en se concentrant sur les facultés de sciences et d'ingénierie,

et pour éliminer la stigmatisation et la discrimination dans les universités. Plus de 150 conférenciers universitaires ont été formés et un module générique de cours d'intégration du VIH a été élaboré à l'intention des universités d'Afrique subsaharienne, venant s'ajouter aux modules nationaux de cours d'intégration pour le Botswana, le Ghana, le Kenya et le Rwanda. Le secteur soutient également des cours d'été de niveau avancé en Afrique en vue de renforcer les capacités en matière de recherche et de promouvoir la collaboration entre jeunes chercheurs en Afrique et dans d'autres régions. Dans l'avenir, le travail continuera à se centrer sur le renforcement des capacités en virologie, en immunologie et génétique, sur la diffusion des progrès de la recherche sur le VIH et sur l'intégration du VIH dans les programmes universitaires, et à soutenir les organisations de jeunesse dans les petits États insulaires en développement.

Le **Secteur des sciences sociales et humaines** a travaillé par l'intermédiaire des bureaux de l'UNESCO à Bangkok et en Namibie au renforcement des capacités, autorités municipales en matière de lutte contre la stigmatisation et la discrimination. Plusieurs centaines de municipalités ont participé à des ateliers organisés aux Philippines, en Thaïlande, au Sri Lanka et en Papouasie-Nouvelle-Guinée. Des analyses des politiques sont menées en Namibie et en Afrique du Sud afin d'orienter la conception et la mise en œuvre de stratégies de plaidoyer visant les municipalités et les autres acteurs locaux. Le Secteur a également encouragé les initiatives entre pairs afin de donner aux jeunes les moyens de faire face à la stigmatisation et à la discrimination, par l'intermédiaire des bureaux de l'UNESCO à Lima, à Moscou et à Quito. Des méthodologies et des ateliers sont élaborés et mis en œuvre au Bélarus, en Moldova, en Équateur, en Bolivie et au Pérou.

L'Institut international de l'UNESCO pour la planification de l'éducation (IIPE) et le Bureau international d'éducation de l'UNESCO (BIE) apportent une contribution importante par une assistance technique, le renforcement des capacités, l'appui à l'élaboration de programmes d'études consacrés au VIH, l'analyse des bonnes pratiques et l'élaboration de conseils pratiques, ainsi que par l'intermédiaire du Service d'échange d'informations sur le VIH, le SIDA et l'éducation de l'UNESCO.

L'IIPE, qui se concentre sur la planification de l'éducation dans le contexte du VIH et sur l'analyse de l'impact de l'épidémie sur les systèmes éducatifs, a élaboré à l'intention des ministères de l'éducation une série de modules de formation sur l'intégration du VIH dans la planification de l'éducation. Le BIE se concentre sur l'assistance technique aux États membres et sur le renforcement des capacités en matière de programmes pour l'enseignement primaire et secondaire et la formation (initiale et continue) des enseignants.

Le Service d'échange d'informations sur le VIH, le SIDA et l'éducation de l'UNESCO

Le Service d'échange d'informations sur le VIH, le SIDA et l'éducation de l'UNESCO apporte un appui aux ministères de l'éducation, aux professionnels de l'éducation, aux institutions de développement, aux organisations de la société civile, aux chercheurs et au personnel de l'UNESCO hors Siège, par l'intermédiaire d'un site Web complet et d'une base de données en anglais, français, espagnol et portugais, d'une bibliothèque virtuelle de plus de 6 000 références, d'un bulletin électronique mensuel et d'un service de renseignements et de recherche bibliographique. Le Service, créé en décembre 2008 en vue de réunir les centres de ressources existant à l'UNESCO sur le VIH et le SIDA, fonctionne en collaboration avec l'IIEPE, le BIE et les bureaux régionaux et multipays de l'UNESCO. Les activités récentes ont notamment consisté à héberger un forum Internet sur le VIH et les enseignants.

L'UNESCO produit également des orientations techniques et des ressources pratiques. Ont ainsi été produits récemment, par exemple, des orientations techniques sur l'éducation sexuelle, des outils pour EDUSIDA, des études de cas sur les moyens de surmonter les obstacles à la mise en œuvre de l'éducation sexuelle, des fiches d'information sur les politiques consacrées aux dimensions socioculturelles et de genre de l'épidémie et de la réponse, ainsi qu'une série de brochures sur les bonnes politiques et pratiques.

En outre, l'UNESCO soutient la recherche afin de renforcer la base d'éléments probants. On peut citer, parmi les exemples récents, la recherche sur les politiques d'éducation sexuelle, l'éducation sexuelle globale, les besoins éducatifs des apprenants infectés et affectés et la réponse des écoles aux besoins des élèves les plus exposés.

Le soutien de l'UNESCO à l'éducation sexuelle et au VIH

Le travail de l'UNESCO en matière d'éducation relative au VIH est soutenu par un groupe consultatif mondial multidisciplinaire, qui assure un leadership, des orientations et des recommandations. En réponse aux recommandations de ce groupe, l'UNESCO a :

- élaboré les *Principes directeurs internationaux sur l'éducation sexuelle : une approche factuelle à l'intention des établissements scolaires, des enseignants et des professionnels de l'éducation à la santé*, disponibles en anglais, français, espagnol, arabe, chinois, russe et portugais, publiés en partenariat avec l'ONUSIDA, l'UNFPA, l'UNICEF et l'OMS ;
- soutenu l'adaptation au niveau des pays et l'utilisation des Principes directeurs afin de renforcer les programmes éducatifs dans ce domaine ;
- mené une étude sur le coût et le rapport coût-efficacité de l'éducation sexuelle ;
- publié des études de cas sur la mise en œuvre de programmes nationaux d'éducation sexuelle, *leviers du succès*, disponibles en anglais, français et portugais.

L'UNESCO a renforcé sa capacité à assurer un soutien au niveau régional et à celui des pays avec la nomination de conseillers régionaux pour le SIDA à Bangkok, Moscou, Santiago et Johannesburg, et de 20 responsables nationaux de programme VIH et SIDA dans les bureaux hors Siège de l'UNESCO, dont 10 sont basés en Afrique orientale et australe.

Les responsables nationaux d'Afrique orientale et australe, d'Afrique de l'Ouest et centrale et d'Asie-

Pacifique ont reçu une formation complémentaire visant à leur permettre d'identifier à l'échelle des pays les besoins de soutien technique dans le domaine de l'éducation et du VIH, et d'y répondre. Le renforcement des capacités de tout le personnel en matière d'éducation sexuelle, à l'égalité des genres et au VIH continuera d'être une priorité de l'UNESCO.

Le renforcement des capacités du personnel de l'UNESCO

L'UNESCO a organisé à Johannesburg (Afrique du Sud), du 8 au 10 décembre 2009, un atelier de planification à l'intention du personnel concerné par le soutien aux réponses globales du secteur éducatif au VIH et SIDA par l'intermédiaire d'EDUSIDA. Les participants venaient des bureaux de l'UNESCO en Afrique orientale et australe, ainsi que du Bureau de l'UNESCO à Dakar et Bureau régional pour l'éducation en Afrique (BREDA). L'atelier était co-organisé par l'équipe régionale de l'UNESCO sur le VIH et le SIDA de Johannesburg et la Section du VIH et SIDA du Siège de l'UNESCO. Les participants ont été initiés aux nouveaux outils de planification, dont un projet de Plan stratégique mondial destiné à promouvoir et à appuyer la mise en œuvre d'EDUSIDA et un Cadre de suivi et d'évaluation d'EDUSIDA, et ont eu l'occasion de formuler leurs commentaires sur ces outils afin de les améliorer et de les adapter au contexte régional. Les retours ont mis en lumière l'importance de cet atelier pour permettre au personnel d'améliorer le soutien de l'UNESCO à la planification stratégique et opérationnelle et la coordination de la planification d'EDUSIDA avec les autres parties prenantes. Un atelier similaire a été organisé à l'intention du personnel des bureaux de l'UNESCO en Afrique de l'Ouest et du Centre en mars 2010 à Dakar (Sénégal).

Un séminaire d'orientation a été organisé en mai 2010 à Johannesburg pour tous les nouveaux membres du personnel de l'UNESCO travaillant sur le VIH et le SIDA en Afrique orientale et australe. Cet atelier était axé sur le soutien à la planification et la mise en œuvre d'un programme de deux ans financé par le Fonds de l'OPEP pour le Développement International en vue de soutenir des réponses globales du secteur éducatif au VIH et SIDA par l'intermédiaire d'EDUSIDA dans 17 pays d'Afrique orientale et australe. Il offrait une occasion aux nouveaux membres du personnel de l'UNESCO de comprendre leur rôle dans le plaidoyer, la planification, la coordination, le suivi et l'évaluation et la mobilisation de ressources pour la réponse du secteur éducatif au VIH. Un atelier similaire a été organisé en décembre 2010 à Bangkok pour les responsables nationaux de la région Asie-Pacifique. Cet atelier a également donné l'occasion à tous les responsables nationaux de partager leurs expériences, leurs difficultés et leurs meilleures pratiques en matière de planification, de mobilisation des ressources, de plaidoyer et de suivi et d'évaluation.

La collaboration avec les partenaires des Nations Unies

L'UNESCO est un organisme coparrainant fondateur du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA), un partenariat novateur associant 10 organismes coparrainants des Nations Unies⁹. Le travail de l'UNESCO dans le domaine du VIH et du SIDA contribuera à la formulation des orientations stratégiques identifiées dans la Stratégie de l'ONUSIDA pour 2011-2015 et continuera à contribuer aux domaines prioritaires du Cadre de résultats de l'ONUSIDA (voir tableau 1).

Tableau 1 : Orientations stratégiques et domaines prioritaires du Cadre de résultats de l'ONUSIDA

Orientation stratégique	Domaine prioritaire du Cadre de résultats	Objectifs pour 2015	Contribution de l'UNESCO
Révolutionner la prévention du VIH	Réduire la transmission sexuelle du VIH Donner aux jeunes les moyens de se protéger du VIH Prévenir la mortalité des mères et l'infection des bébés par le VIH Protéger les utilisateurs de drogues de l'infection par le VIH	Réduction de moitié de la transmission sexuelle du VIH Réduction de 30 % de la transmission sexuelle chez les jeunes Élimination de la transmission verticale du VIH et réduction de moitié des décès maternels liés au SIDA Prévention de toutes les nouvelles infections par le VIH chez les utilisateurs de drogues	L'UNESCO soutiendra les efforts visant à réduire la transmission sexuelle du VIH, en particulier chez les jeunes, les HSH, les travailleurs du sexe et les personnes transgenre et les usagers de drogues. Un accent particulier sera mis sur l'autonomisation des jeunes afin de leur permettre de se protéger du VIH

⁹ Banque mondiale, OIT, OMS, PAM, PNUD, UNESCO, UNFPA, UNHCR, UNICEF, UNODC.

Orientation stratégique	Domaine prioritaire du Cadre de résultats	Objectifs pour 2015	Contribution de l'UNESCO
Catalyser la prochaine phase du traitement, des soins et du soutien	Faire en sorte que les personnes vivant avec le VIH reçoivent un traitement Empêcher les personnes vivant avec le VIH de mourir de la tuberculose Améliorer la protection sociale des personnes touchées par le VIH	Accès universel aux thérapies antirétrovirales pour les personnes vivant avec le VIH éligibles au traitement Réduction de moitié des décès liés à la tuberculose chez les personnes vivant avec le VIH Les personnes vivant avec le VIH et les ménages touchés par le VIH sont pris en compte dans toutes les stratégies nationales de protection sociale et ont accès à la prise en charge essentiels	L'UNESCO soutiendra les efforts visant à éduquer et informer les jeunes et les communautés en matière de traitement du VIH et la tuberculose et à faire en sorte que les enfants et les jeunes reçoivent une prise en charge, notamment dans le cadre éducatif
Promouvoir les droits humains et l'égalité des genres	Abolir les lois, politiques et pratiques punitives, ainsi que la stigmatisation et la discrimination, qui font obstacle à des réponses efficaces au VIH Autonomiser les HSH, les travailleurs du sexe et les personnes transgenre à prévenir le VIH et à avoir pleinement accès aux TAR Répondre aux besoins spécifiques des femmes et des jeunes filles et mettre un terme aux violences sexuelles basées sur le genre	Réduction de moitié du nombre de pays possédant une législation et des pratiques punitives en matière de transmission du VIH, de travail sexuel, d'usage de drogues ou d'homosexualité Élimination des restrictions à l'entrée, au séjour et à la résidence liées au VIH dans la moitié des pays appliquant de telles restrictions Tolérance zéro pour les violences basées sur le genre Satisfaction des besoins spécifiques des femmes et des jeunes filles dans la moitié au moins des réponses nationales au VIH	L'UNESCO soutiendra les efforts visant à promouvoir les droits légaux et à réduire la stigmatisation et la discrimination, à promouvoir l'égalité des genres, à lutter contre la violence basées sur le genre et à répondre aux besoins des femmes et des jeunes filles en matière de VIH

Afin d'améliorer la réponse des Nations Unies, l'ONUSIDA a révisé la répartition des tâches. Fondée sur les avantages comparatifs des coparrainants, celle-ci décrit la manière dont le Programme conjoint fonctionnera d'une manière collective dans 15 domaines pour fournir des résultats et répondre aux besoins et aux priorités des pays. La répartition des tâches révisée se fonde sur les orientations formulées précédemment à propos de la programmation commune et des équipes communes des Nations Unies sur le SIDA, et complète la Stratégie d'appui technique de l'ONUSIDA pour 2010-2015.

Dans le cadre de cette répartition des tâches (qui figure dans sa totalité en Annexe 1), l'UNESCO a été désignée comme l'institution coordinatrice en vue d'assurer une éducation de bonne qualité pour une réponse plus efficace au VIH. L'UNESCO est également un partenaire clé dans huit autres domaines (voir tableau 2).

Tableau 2 : Le rôle de l'UNESCO dans la répartition des tâches de l'ONUSIDA¹⁰

Domaines de la répartition des tâches	Institution(s) coordonnatrice(s)	Instituts partenaires
Réduire la transmission sexuelle du VIH	Banque mondiale, UNFPA	OIT, OMS, PAM, PNUD, UNESCO , UNICEF
Protéger les usagers de drogues de l'infection par le VIH et garantir l'accès à des services complets de prise en charge du VIH aux personnes incarcérées et vivant dans d'autres milieux clos	UNODC	Banque mondiale, OMS, PNUD, UNESCO , UNICEF
Donner aux HSH, aux travailleurs du sexe et aux personnes transgenres les moyens de se protéger contre l'infection à VIH et d'avoir pleinement accès au traitement antirétroviral	PNUD, UNFPA	Banque mondiale, OMS UNESCO

Domaines de la répartition des tâches	Institution(s) coordonnatrice(s)	Instituts partenaires
Supprimer les lois, les politiques et les pratiques répressives, la stigmatisation et la discrimination qui entravent l'efficacité des réponses au SIDA	PNUD	OIT, OMS, UNESCO , UNHCR, UNFPA, UNODC
Répondre aux besoins des femmes et des filles en matière de VIH et mettre fin aux violences sexuelles et basées sur le genre	PNUD, UNFPA	OMS, PAM, UNESCO , UNHCR, UNICEF, UNODC
Donner aux jeunes les moyens de se protéger contre le VIH	UNICEF, UNFPA	OMS, UNESCO , UNHCR, UNODC
Intensifier les politiques et les programmes de lutte contre le VIH sur le lieu de travail, et mobiliser le secteur privé	OIT	OMS, UNESCO , UNHCR
Garantir une éducation de bonne qualité pour une réponse plus efficace au VIH	UNESCO	Banque mondiale, OIT, UNFPA
Soutenir des plans nationaux multisectoriels de réponse au SIDA qui soient stratégiques, hiérarchisés, et assortis d'une évaluation des coûts	Banque mondiale	OIT, OMS, PAM, PNUD, UNESCO

L'UNESCO travaille en tant que coparrainant de l'ONUSIDA par le biais de réunions régulières des coordonnateurs généraux et des points focaux des coparrainants avec le secrétariat de l'ONUSIDA et le Comité des organismes coparrainants au niveau mondial, par l'intermédiaire des équipes régionales pour le SIDA et des groupes thématiques et des équipes communes sur le SIDA des Nations Unies au niveau des pays.

L'UNESCO continuera également à coordonner deux initiatives clés de l'ONUSIDA : EDUSIDA et l'Équipe de travail inter-institutions (ETII) de l'ONUSIDA sur l'éducation, qui impliquent toutes deux une collaboration avec les Nations Unies et d'autres partenaires.

L'Équipe de travail inter-institutions de l'ONUSIDA sur l'éducation

L'ETII de l'ONUSIDA a pour objet de :

- Renforcer et accélérer la réponse du secteur éducatif au VIH.
- Améliorer la coordination et l'harmonisation du soutien des institutions aux actions menées aux niveaux mondial et national.
- Renforcer la base de faits probants et soutenir des politiques et une programmation fondées sur des éléments factuels.
- Promouvoir et soutenir les bonnes pratiques en matière de VIH dans le secteur éducatif.
- Encourager l'échange d'information et de matériels.
- Établir des ponts entre les personnes travaillant dans le domaine de l'éducation et du VIH.

L'ETII a élaboré des orientations stratégiques pour les réponses du secteur éducatif au VIH, un kit d'outils sur l'intégration VIH dans le secteur éducatif et une série de notes d'information destinée au plaidoyer sur les enseignants vivant avec le VIH, l'intégration du VIH par l'éducation, l'éducation des filles et la prévention du VIH, ainsi que sur l'éducation relative au VIH et SIDA dans les situations d'urgence. L'ETII fournit également des apports à l'Initiative de mise en œuvre accélérée de l'EPT et le Rapport mondial de suivi sur l'EPT.

Le travail conjoint, par l'intermédiaire de l'ETII et des équipes régionales et de pays, contribuera encore à l'initiative « Unis dans l'action » dans le contexte de la réforme d'ensemble des Nations Unies et de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement, ainsi que de la Stratégie de l'ONUSIDA pour 2011-2015.

L'UNESCO travaille également par le biais de partenariats interinstitutions avec les coparrainants de l'ONUSIDA sur des actions mondiales et régionales spécifiques. Des exemples récents sont notamment la collaboration avec :

- L'UNFPA, l'UNICEF, l'OMS et le secrétariat de l'ONUSIDA pour élaborer les *Principes directeurs internationaux sur l'éducation sexuelle*.
- L'OIT pour l'élaboration de politiques applicables sur le lieu de travail pour le secteur éducatif.
- L'OMS sur l'éducation relative au traitement du VIH et SIDA.
- L'UNICEF, l'OMS et la Banque mondiale sur la promotion de la santé scolaire, notamment dans le cadre de l'initiative « Concentrer les ressources sur une santé scolaire efficace » (FRESH).
- Le UNHCR pour des réponses éducatives au VIH et SIDA pour les réfugiés et les personnes déplacées internes.
- L'UNICEF et le secrétariat de la SADC pour une analyse des réponses du secteur éducatif.

Collaboration avec l'UNICEF et le UNFPA en Afrique orientale et australe

L'analyse menée conjointement par l'UNESCO et l'UNICEF sur les réponses du secteur éducatif au VIH en Afrique orientale et australe, réalisée en collaboration avec le secrétariat de la SADC, a été le fruit de la participation des deux institutions au Groupe de travail sur la prévention du VIH de l'Équipe régionale sur le SIDA. Elle s'appuyait également sur la collaboration antérieurement engagée sur l'initiative de prise en charge et de soutien de l'enseignement et de l'apprentissage, qui avait fourni une plate-forme commune pour le travail sur le VIH et l'éducation, ainsi que sur le programme consacré aux écoles comme centres de soins et de soutien.

Le travail mené en commun pour cette initiative a renforcé la collaboration interinstitutions au niveau des pays, réorganisé la communication avec les interlocuteurs nationaux et promu le partage d'idées et de ressources, ainsi qu'une utilisation plus efficace des ressources humaines, techniques et financières. Une collaboration est encore prévue pour combler les lacunes de la mise en œuvre identifiées par l'analyse et pour soutenir les éducateurs et les apprenants séropositifs au VIH. L'UNESCO et l'UNICEF collaborent également avec l'ONUSIDA et l'UNFPA pour encourager les pays à dispenser une éducation sexuelle globale.

L'UNESCO et l'UNICEF soutiennent également le secrétariat de la SADC pour revitaliser la réponse du secteur éducatif et renforcer le suivi et l'évaluation dans la région. Outre l'analyse conjointe et la mise en œuvre de la politique et de la stratégie, l'UNESCO et l'UNICEF ont réalisé en 2010 une évaluation rapide du suivi et de l'évaluation des réponses du secteur éducatif au VIH et SIDA et prévoient d'expérimenter des indicateurs relatifs au VIH et à l'éducation.

L'UNESCO est un partenaire actif de UN+ et UN Cares. UN+ assure un soutien au personnel des Nations Unies vivant avec le VIH et fait entendre ses principales préoccupations auprès des responsables des Nations Unies. UN+ travaille en partenariat avec UN Cares, le programme du système des Nations Unies consacré au VIH sur le lieu de travail, afin de s'assurer que tous les membres du personnel soient informés sur le VIH et conscients de leurs droits.

Dans le domaine de l'égalité entre les genres, l'UNESCO est un membre actif du groupe de travail inter-institutions de l'ONUSIDA sur les femmes, les jeunes filles, l'égalité entre les genres et le VIH et collabore avec l'OIT, l'UNFPA, l'UNICEF, l'ONU-Femmes et l'OMS dans le cadre de l'Équipe spéciale interinstitutions des Nations Unies sur les adolescentes. Le travail de l'UNESCO en matière de VIH et SIDA sera également réalisé en lien avec l'ONU-Femmes, la nouvelle entité des Nations Unies chargée de l'égalité entre les genres et de

Le travail de l'UNESCO en matière de VIH et SIDA sera également réalisé en lien avec l'ONU-Femmes, la nouvelle entité des Nations Unies chargée de l'égalité entre les genres et de l'autonomisation des femmes et contribuera aux objectifs de la campagne du Secrétaire général des Nations Unies intitulée « Tous unis pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes ».

l'autonomisation des femmes et contribuera aux objectifs de la campagne du Secrétaire général des Nations Unies intitulée « Tous unis pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes ».

La collaboration avec les partenaires nationaux

Au niveau des pays, l'UNESCO soutient les gouvernements nationaux, par l'intermédiaire des ministères de l'éducation et autres ministères sectoriels (notamment de la santé), les conseils et commissions nationaux chargés du VIH et les commissions nationales pour l'UNESCO. L'UNESCO collabore également avec des partenaires très divers de la société civile, dont des associations professionnelles, des établissements universitaires et de formation, des organisations non gouvernementales, des réseaux et organisations de personnes vivant avec le VIH et les médias. EDUSIDA (voir encadré) soutient la mise en œuvre de réponses globales du secteur éducatif.

L'UNESCO collabore également avec des partenaires très divers de la société civile, dont des associations professionnelles, des établissements universitaires et de formation, des organisations non gouvernementales, des réseaux et organisations de personnes vivant avec le VIH et les médias.

EDUSIDA

EDUSIDA promeut, élabore et soutient des réponses globales du secteur éducatif comprenant : une éducation de qualité ; des politiques, une gestion et des systèmes ; des contenus, des programmes et des matériels didactiques ; une formation et un soutien pour les enseignants, ainsi que des approches et des points d'entrée. EDUSIDA a mis au point un cadre d'action présentant les composantes essentielles d'une réponse globale du secteur éducatif, a apporté un soutien à la mise en œuvre dans plus de 80 pays et a produit des orientations et des ressources, dont des directives pratiques pour soutenir la mise en œuvre d'EDUSIDA et une série de fiches techniques fournissant des orientations claires à l'intention des pays sur diverses questions liées à une réponse globale du secteur éducatif. Une évaluation indépendante d'EDUSIDA menée en 2009 a fait apparaître que des progrès ont été réalisés, notamment dans l'élaboration des politiques, la planification, la coordination, l'intégration du VIH dans les programmes destinés aux enseignants et aux élèves de l'enseignement secondaire et les soins et le soutien à l'intention des apprenants, et qu'EDUSIDA a contribué par l'apport de ressources, en renforçant la coordination et en partageant les meilleures pratiques.

L'UNESCO soutient également le renforcement des capacités des partenaires nationaux. Ainsi, le Bureau régional de l'UNESCO pour l'éducation en Afrique a organisé en avril 2009 un atelier au Ghana sur la planification et la gestion de l'éducation. Cet atelier a réuni des représentants du ministère de l'éducation, des facultés d'éducation et des centres de formation de l'Afrique de l'Ouest anglophone en vue de former des planificateurs et les administrateurs de l'éducation à l'analyse des interactions entre le VIH et la planification l'éducation et à l'élaboration de stratégies de mitigation de l'impact de l'épidémie sur le secteur.





4

MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE

En tant qu'institution spécialisée des Nations Unies, l'UNESCO joue un rôle clé dans le conseil et le dialogue sur les politiques, la définition de références, le suivi et les rapports, ainsi que dans le renforcement des capacités. Le plan biennal actuel de l'UNESCO insiste particulièrement sur la définition de normes et de renforcement des capacités des États membres, ainsi que sur le rôle de l'UNESCO en tant que laboratoire d'idées, centre d'échanges d'informations et catalyseur de la coopération internationale. L'UNESCO mettra en œuvre la stratégie relative au VIH et SIDA en remplissant les fonctions essentielles suivantes.



Fonctions essentielles de l'UNESCO

- **Leadership et plaidoyer** – L'UNESCO plaide aux niveaux mondial, régional et national pour un engagement politique et financier en faveur du rôle de l'éducation dans les réponses nationales au VIH et de l'intégration du VIH dans les politiques et les plans du secteur éducatif, ainsi que dans des réponses culturellement appropriées et scientifiquement pertinentes.
- **Orientations en matière de politiques et de programmes** – L'UNESCO joue un rôle clé pour fournir des orientations normatives et des outils et ressources pratiques aux ministères de l'éducation et autres ministères sectoriels, ainsi qu'à d'autres partenaires nationaux.
- **Soutien technique** – L'UNESCO fournit une assistance technique et assure le renforcement des capacités des partenaires nationaux en vue de mettre en œuvre des réponses globales, étayées par des éléments factuels et fondées sur les droits. Conformément à la Stratégie d'appui technique révisée de l'ONUSIDA, l'UNESCO s'attachera particulièrement à aider les pays à identifier leurs besoins en termes d'appui technique, à coordonner la prestation d'appui technique et à assurer la prestation d'un appui technique de haute qualité. L'UNESCO renforce également les capacités des partenaires ne relevant pas des pouvoirs publics, comme les médias, les institutions scientifiques et les organisations de jeunesse.
- **Information stratégique** – L'UNESCO soutient la recherche et l'action afin d'améliorer les connaissances et de renforcer la base d'éléments probants, et promeut le partage de l'information, de bonnes pratiques et des enseignements tirés de l'expérience. L'UNESCO soutient également le suivi et l'évaluation des progrès, des tendances et de l'impact observables à l'échelle mondiale, régionale et nationale. L'UNESCO contribuera à la stratégie de gestion des connaissances de l'ONUSIDA, qui vise à promouvoir une action cohérente dans l'ensemble du Programme conjoint en suivant l'évolution de l'épidémie et la réponse à celle-ci, en établissant la base d'éléments factuels, en renforçant l'évaluation et en formulant un programme de recherche clair.
- **Rassemblement et coordination** – L'UNESCO réunit différents partenaires en vue d'assurer une action cohérente et coordonnée au niveau mondial et à celui des pays, notamment par l'intermédiaire de l'ETII de l'ONUSIDA sur l'éducation et d'EDUSIDA, ainsi que du Cadre de résultats et de la Stratégie de l'ONUSIDA, en promouvant la coordination entre les actions ayant des agendas communs et en soutenant les cadres et mécanismes de coordination à l'échelle mondiale et à celle des pays.

Les domaines spécifiques d'action pour chacune des priorités stratégiques sont synthétisés ci-dessous.

Renforcer les capacités des pays en vue de réponses éducatives efficaces et durables au VIH

L'UNESCO s'attachera à :

- Promouvoir des réponses éducatives fondées sur des éléments probants et reflétant les priorités liées à l'épidémie, notamment « Connaître son épidémie, connaître sa riposte », d'une importance critique. L'UNESCO collaborera avec l'ONUSIDA et les partenaires nationaux pour soutenir l'élaboration et l'utilisation d'informations stratégiques dans les politiques et la programmation. L'UNESCO continuera également à soutenir la recherche afin d'élargir la base d'éléments probants.
- Assurer un appui technique et un renforcement des capacités afin que les partenaires nationaux puissent mettre en œuvre les politiques et stratégies du secteur éducatif et en assurer le suivi. La priorité sera accordée au soutien à la mise en œuvre en Afrique subsaharienne, qui est une priorité mondiale pour l'UNESCO et la région la plus touchée par l'épidémie, notamment par des efforts engagés conjointement avec l'UNICEF et d'autres partenaires en vue de redonner de la vigueur à la réponse du secteur éducatif en Afrique orientale et australe.
- Aider les pays à mettre en œuvre EDUSIDA dans différents contextes épidémiques, en assurant un appui technique, un renforcement des capacités et la fourniture d'outils et d'orientations pratiques. Plus précisément, l'UNESCO aidera les pays à combler l'écart entre les politiques et leur mise en œuvre, notamment grâce à un soutien apporté aux partenaires les plus proches du point de destination, par exemple en travaillant avec les autorités municipales des 15 villes d'Afrique orientale et australe qui comptent pour un tiers de la prévalence du VIH et des nouvelles infections.
- Améliorer le suivi et l'évaluation des progrès et de l'impact des réponses globales du secteur éducatif au VIH et SIDA. Par l'intermédiaire de l'ETII de l'ONUSIDA sur l'éducation, l'UNESCO soutiendra la réalisation d'une enquête mondiale sur les progrès de la participation du secteur éducatif aux réponses nationales au VIH, en se concentrant sur les obstacles que rencontre la mise en œuvre, étude qui fera suite à l'étude mondiale menée en 2004 sur l'état de préparation de la réponse du secteur éducatif au VIH. L'ETII sur l'éducation, sous la direction de l'UNESCO, fera également progresser le travail sur le cadre mondial de suivi et d'évaluation des réponses du secteur éducatif au VIH et SIDA, y compris la poursuite de l'expérimentation en 2011.

Enquête mondiale sur les progrès de la participation du secteur éducatif aux réponses nationales au VIH

En octobre 2010, l'ETII de l'ONUSIDA sur l'éducation a lancé l'étude mondiale sur les progrès de la participation du secteur éducatif, qui fournira une évaluation approfondie permettant de savoir si les réponses nationales du secteur éducatif au VIH sont appropriées et adaptées. La phase I, achevée en 2010, comprenait une recherche de base destinée à définir des sources de données et à identifier les questions à traiter au cours de la phase II, ainsi que des études de cas portant sur des pays présentant différents contextes épidémiologiques – les Bahamas, le Kenya, le Swaziland et le Viet Nam –, qui documentaient les acquis et les problèmes, identifiaient les obstacles à la participation du secteur éducatif aux réponses nationales, les obstacles à la mise en œuvre et les facteurs ayant une incidence sur les résultats d'apprentissage en matière de VIH dans des environnements éducatifs formels et non formels.

La phase II, qui doit s'achever en 2011, comprendra une enquête portant sur 40 pays au moins, qui constituera la base d'un rapport sur les progrès de la participation du secteur éducatif aux réponses nationales. Ce rapport, qui sera largement diffusé au niveau mondial et à celui des pays, comprendra des recommandations visant à améliorer la planification, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des réponses du secteur éducatif au VIH et SIDA.

- Plaider pour l'intégration du VIH et SIDA dans les politiques, stratégies et plans du secteur éducatif, dans les programmes et dans la formation des enseignants, et pour un rôle plus important de l'éducation dans l'ensemble des réponses nationales au VIH. L'UNESCO soutiendra la formation en utilisant le kit d'outils destinés à l'intégration de cette problématique.
- Plaider pour qu'il soit mis davantage l'accent, dans les réponses du secteur éducatif, sur l'éducation au VIH, sur les enfants et les jeunes non scolarisés et fréquentant des programmes d'éducation non formelle.
- Collaborer avec des partenaires et des initiatives internationaux, notamment l'ONUSIDA, EDUSIDA et l'ETII, afin d'assurer l'harmonisation à l'échelle mondiale des politiques, des orientations et du soutien en matière de réponses du secteur éducatif au VIH.
- Soutenir les mécanismes nationaux de coordination et la mobilisation des ressources et faciliter des partenariats entre les ministères de l'éducation, les autres ministères sectoriels, la société civile, les médias et le secteur privé, en vue de réponses éducatives au VIH. L'UNESCO travaillera en partenariat avec l'OMS, l'UNICEF et le UNFPA à la promotion de liens plus forts entre les secteurs de l'éducation et de la santé au niveau des pays.
- Soutenir les efforts visant à renforcer la santé scolaire et la promotion de la santé dans les écoles, notamment en utilisant celles-ci comme points d'entrée pour l'éducation relative au VIH.

Renforcer l'éducation sexuelle et au VIH

L'UNESCO s'attachera à :

- Promouvoir une éducation sexuelle et au VIH dans tous les environnements épidémiques afin de faire en sorte que les jeunes soient bien informés sur les comportements à risque face au VIH et aient les moyens de se protéger de l'infection par le VIH et des autres infections transmises par voie sexuelle, d'éviter les grossesses non souhaitées et de parvenir d'une manière générale à une meilleure santé sexuelle et reproductive. Les éléments probants faisant apparaître qu'une éducation sexuelle globale n'anticipe pas le moment des premières relations sexuelles et n'accroît pas la fréquence des rapports sexuels^{11,12}, un leadership et un dialogue sur les politiques sont nécessaires pour promouvoir l'acceptation des éléments probants et pour susciter l'engagement des décideurs, des éducateurs et des parents. Là où l'usage de drogues injectables dans des conditions dangereuses, les relations sexuelles entre hommes et le travail sexuel sont des modes importants de transmission, UNESCO collaborera avec les autres coparrainants et le Secrétariat afin de promouvoir l'intégration de ces questions et de celles, qui leur sont connexes, de la stigmatisation et de la discrimination dans l'éducation relative au VIH pour tous les enfants et tous les jeunes.
- Contribuer à protéger les jeunes usagers de drogues de l'infection par le VIH en aidant les pays à mettre en œuvre des programmes globaux de prévention des drogues et d'éducation relative au VIH à l'intention des jeunes. L'UNESCO collaborera étroitement avec les autorités nationales afin de contribuer à garantir l'intégration systématique de l'information sur les drogues dans l'éducation préventive au VIH et de l'éducation relative au VIH dans les programmes de prévention des drogues destinés aux jeunes. L'UNESCO contribuera également à produire de meilleures informations stratégiques sur l'usage des drogues par les jeunes, en particulier dans le cadre éducatif, afin d'influencer et de fonder les politiques, les réglementations et les actions. L'UNESCO collaborera avec l'UNODC pour plaider en faveur de réglementations et de politiques renforçant la protection des usagers de drogues face à la transmission du VIH et facilitera les partenariats entre les ministères de la santé et de l'éducation, les syndicats d'enseignants, les associations de parents, les organisations de jeunesse et les ONG actives dans le domaine de la prévention des drogues et de la réduction des effets négatifs.
- Soutenir la mise en œuvre d'une éducation sexuelle et au VIH. L'UNESCO continuera, avec ses partenaires des Nations Unies et d'autres, à fournir des orientations techniques sur la manière d'élaborer et de mettre en œuvre une éducation en matière de VIH et de sexualité qui tienne compte des questions de genre et soit adaptée aux différents âges, culturellement pertinente et fondée sur les droits. Les efforts communs se concentreront également sur le renforcement des capacités des gestionnaires de l'éducation, des planificateurs et des spécialistes des programmes, ainsi que sur la capacité des enseignants à dispenser une éducation efficace en matière de VIH et de sexualité par le renforcement de la formation et des programmes.
- Améliorer l'accès des jeunes à une information complète sur le VIH et promouvoir des changements de comportement par le biais des nouvelles technologies et des nouveaux canaux de communication, tels que l'Internet, les réseaux sociaux et les médias destinés aux jeunes.

11 ETII de l'ONUSIDA sur le VIH et les jeunes. *Preventing HIV/AIDS in Young People: A Systematic Review of the Evidence from Developing Countries.*

12 UNESCO et al. *Principes directeurs internationaux sur l'éducation sexuelle : une approche factuelle à l'intention des établissements scolaires, des enseignants et des professionnels de l'éducation à la santé.*

- Assurer un suivi de la couverture et de la qualité de l'éducation sexuelle et au VIH et plaider pour une intensification de cette couverture à tous les niveaux du système éducatif. Il s'agira notamment d'aider les pays à évaluer les programmes actuels afin de vérifier dans quelle mesure une éducation sexuelle et au VIH est intégrée à tous les niveaux des programmes et mise en œuvre dans le cadre éducatif.
- Renforcer la base de faits probants destinée à une éducation globale en matière de VIH et de sexualité en réalisant des recherches sur les coûts, l'efficacité et l'impact, en assurant le suivi et l'évaluation et en documentant et diffusant les enseignements tirés de l'expérience.
- Promouvoir une éducation globale relative au VIH et à la sexualité dans le contexte plus général de la promotion de la santé. L'UNESCO continuera de collaborer avec ses partenaires des Nations Unies sur l'initiative « Concentrer les ressources sur une santé scolaire efficace » (FRESH). L'UNESCO collaborera également avec l'OMS en vue de renforcer les efforts engagés conjointement par les secteurs de la santé et de l'éducation pour la promotion d'une meilleure santé chez les enfants et les jeunes et entre les secteurs de l'UNESCO pour renforcer la promotion de la santé à tous les niveaux de la société, notamment en abordant les questions sanitaires nouvelles et émergentes. L'UNESCO continuera également à travailler en partenariat avec l'UNICEF et le PAM à l'amélioration de la nutrition des enfants.

Faire progresser l'égalité entre les genres et protéger les droits humains

L'UNESCO s'attachera à :

- Collaborer avec l'ONUSIDA à la mise en œuvre de l'*Agenda pour une action accélérée au niveau des pays en faveur des femmes, des filles et de l'égalité des genres et du VIH*. Celui-ci a pour objet de renforcer le conseil stratégique et l'appui aux partenaires nationaux, d'aider les pays à répondre aux besoins des femmes et des jeunes filles dans les stratégies, plans, budgets et cadres de suivi et d'évaluation nationaux en matière de VIH et de développement, et de renforcer les capacités et mobiliser des ressources pour mettre en œuvre des mesures répondant aux besoins des femmes et des jeunes filles dans le contexte du VIH.
- Collaborer avec tous les secteurs de l'UNESCO et les programmes nationaux relatifs au VIH à la mise en œuvre du Plan d'action de l'UNESCO pour l'égalité entre les genres, par l'intégration de la dimension du genre dans tous les programmes et activités et la réalisation d'actions ciblées et de programmes sexospécifiques consacrés aux inégalités entre les genres qui favorisent la pandémie.
- Faire en sorte que toutes les initiatives des secteurs de l'UNESCO promeuvent les droits humains dans le contexte du VIH et SIDA et contribuent aux efforts visant à réduire la stigmatisation et la discrimination. L'UNESCO collaborera avec les partenaires nationaux à promouvoir l'égalité, le respect, la tolérance et la dignité et à remettre en cause les normes et pratiques sociales et de genre pernicieuses, la stigmatisation et la discrimination et l'homophobie.
- Participer au dialogue sur les politiques et assurer un soutien technique pour faire en sorte que les réponses du secteur éducatif au VIH et SIDA, y compris les politiques, stratégies, plans, actions de formation et programmes d'études, soient sexotransformateurs et fassent progresser l'égalité entre les genres.
- Plaider pour que les écoles assurent des environnements d'apprentissage sains et favorables et pour que les réponses du secteur éducatif intègrent des mesures visant à éliminer la discrimination, les mauvais traitements, le harcèlement et les violences sexuelles, y compris la violence basée sur le genre, dans les environnements éducatifs. L'UNESCO collaborera avec les partenaires nationaux à l'élaboration et à la mise en œuvre de codes de conduite et de systèmes de signalement des violences et mauvais traitements.
- Documenter et diffuser les éléments probants sur les approches efficaces et les pratiques prometteuses en matière de réduction des inégalités entre les genres et de la violence basée sur le genre, notamment celles qui promeuvent la participation active des hommes et des jeunes garçons.
- Soutenir les droits des apprenants et éducateurs séropositifs au VIH et l'application de lois et politiques protégeant contre la stigmatisation et la discrimination dans les environnements éducatifs. L'UNESCO s'appuiera sur les efforts déjà engagés pour élaborer et mettre en place des politiques applicables sur le lieu de travail dans le secteur éducatif et pour faciliter la constitution de réseaux et l'action conjointe des syndicats d'enseignants et organisations d'enseignants séropositifs au VIH.
- Encourager les partenaires nationaux, notamment les ministères de l'éducation, les établissements de formation, les associations professionnelles et les réseaux de personnes vivant avec le VIH, à faire en sorte que l'éducation relative au VIH tienne compte

des besoins spécifiques des enfants et des jeunes vivant avec le VIH ou affectés par celui-ci. L'UNESCO continuera d'assurer un suivi des besoins et de l'expérience d'éducation des apprenants séropositifs au VIH. L'UNESCO continuera également de travailler en partenariat avec l'UNICEF et d'autres partenaires à la publication du rapport annuel Enfants et SIDA – Un bilan de la situation.

- Promouvoir le rôle du secteur éducatif dans les soins et le soutien aux enfants et aux jeunes vivant avec le VIH ou affectés par celui-ci. L'UNESCO continuera de soutenir l'intégration des soins et du soutien au niveau

Mesurer les progrès

L'UNESCO continuera de collaborer avec ses partenaires pour assurer un suivi des tendances de l'épidémie, de la couverture, de l'efficacité et de la qualité des programmes, ainsi que des progrès en direction des engagements et des objectifs à l'échelle mondiale et nationale. Le soutien au suivi et à l'évaluation au niveau des pays se concentrera sur le renforcement des capacités nationales et la consolidation des systèmes nationaux.

L'UNESCO fait rapport, tant au sein de l'Organisation, notamment au Conseil exécutif, qu'à l'extérieur, sur les progrès de l'accomplissement de sa mission. Le suivi des progrès de la mise en œuvre de la Stratégie de l'UNESCO en matière de VIH et SIDA et les rapports sur celle-ci utiliseront les mécanismes existants afin d'éviter la redondance des efforts. Ces mécanismes comportent notamment des rapports réguliers sur le Programme et budget ordinaires de l'UNESCO et sur les progrès réalisés pour atteindre les résultats prévus au titre des OMD, de l'EPT et du Plan d'action pour l'égalité entre les genres, ainsi que des rapports à l'ONUSIDA sur la contribution de l'UNESCO aux objectifs de la Stratégie et du Cadre de résultats de l'ONUSIDA, ainsi que sur les responsabilités définies dans l'Agenda pour une action accélérée au niveau des pays en faveur des femmes, des filles et de l'égalité des genres et du VIH.

L'UNESCO fait actuellement rapport à l'ONUSIDA sur la base du Budget-plan de travail intégré. À compter de 2012, celui-ci sera remplacé par le Cadre budgétaire et comptable intégré, qui améliorera les rapports sur les activités et les ressources de la programmation commune et montrera plus clairement les contributions de chaque coparrainant.

Plus précisément, comme cela a été évoqué plus haut, l'UNESCO a collaboré avec ses partenaires à l'élaboration d'un cadre global de suivi et d'évaluation, qui comprend des indicateurs mondiaux, régionaux et nationaux et facilitera la mesure de la contribution des réponses éducatives aux réponses d'ensemble au VIH et SIDA à chaque niveau.

des écoles dans la région de la SADC et collaborera avec les Nations Unies et les partenaires nationaux à la promotion des liens avec les programmes de protection sociale permettant aux enfants infectés et affectés d'être scolarisés et de le rester.

- Plaider pour que les réponses du secteur éducatif accordent une plus grande attention aux besoins des enfants et des jeunes les plus exposés et les plus vulnérables, notamment les jeunes usagers de drogues et les HSH, ainsi que les enfants des usagers de drogues et des travailleurs du sexe.

L'UNESCO assurera également un suivi des progrès par rapport aux engagements régionaux, par exemple aux engagements formulés par les pays d'Amérique latine et des Caraïbes en matière d'éducation sexuelle globale.

Enfin, l'UNESCO continuera à mener des évaluations périodiques, ainsi qu'à participer au Groupe de travail des coparrainants de l'ONUSIDA sur l'évaluation et à contribuer au Groupe de référence pour le suivi et l'évaluation de l'ONUSIDA.



ANNEXE 1 :

LA RÉPARTITION DES TÂCHES DE L'ONUSIDA

Domaines de la répartition des tâches	Institution(s) coordonnatrice(s)	Institutions partenaires
Réduire la transmission sexuelle du VIH	Banque mondiale, UNFPA	OIT, OMS, PAM, PNUD, UNESCO, UNICEF
Empêcher que les mères meurent et que leurs bébés soient infectés par le VIH	OMS, UNICEF	PAM, UNFPA
Permettre aux personnes vivant avec le VIH de bénéficier d'un traitement	OMS	OIT, PAM, PNUD, UNHCR, UNICEF
Éviter que les personnes vivant avec le VIH meurent de la tuberculose	OMS	OIT, PAM, UNICEF, UNODC
Protéger les usagers de drogues de l'infection par le VIH et garantir l'accès à des services complets de prise en charge du VIH aux personnes incarcérées et vivant dans d'autres milieux clos	UNODC	Banque mondiale, OMS, PNUD, UNESCO, UNICEF
Donner aux HSH, aux travailleurs du sexe et aux personnes transsexuelles les moyens de se protéger contre l'infection à VIH et d'avoir pleinement accès au traitement antirétroviral	PNUD, UNFPA	Banque mondiale, OMS, UNESCO
Supprimer les lois, les politiques et les pratiques répressives, la stigmatisation et la discrimination qui entravent l'efficacité des réponses au SIDA	PNUD	OIT, OMS, UNESCO, UNHCR, UNFPA, UNODC
Répondre aux besoins des femmes et des jeunes filles en matière de VIH, et mettre fin aux violences sexuelles et basée sur le genres	PNUD, UNFPA	OMS, PAM, UNESCO, UNHCR, UNICEF, UNODC
Donner aux jeunes les moyens de se protéger contre le VIH	UNICEF, UNFPA	OMS, UNESCO, UNHCR, UNODC
Améliorer la protection sociale des personnes affectées par le VIH	Banque mondiale, UNICEF	OIT, OMS, PAM, PNUD, UNHCR
Lutter contre le VIH dans les situations d'urgence humanitaire	PAM, UNHCR	OMS, PNUD, UNFPA, UNICEF, UNODC
Intégrer les programmes d'alimentation et de nutrition dans la riposte au VIH	PAM	OMS, UNICEF, UNHCR
Intensifier les politiques et les programmes de lutte contre le VIH sur le lieu de travail, et mobiliser le secteur privé	OIT	OMS, UNESCO, UNHCR
Garantir une éducation de bonne qualité pour une réponse plus efficace au VIH	UNESCO	Banque mondiale, OIT, UNFPA
Soutenir des plans nationaux multisectoriels de réponse au SIDA qui soient stratégiques, hiérarchisés et assortis d'une évaluation des coûts	Banque mondiale	OIT, OMS, PAM, PNUD, UNESCO

ANNEXE 2 :

RÉFÉRENCES

- Aggleton P. et Thomas F. (2010). Assessment of Inter-Agency Task teams (IATTs). *Report of Key Findings, Recurrent Themes and Suggested Way Forward*.
- Assemblée générale des Nations Unies (2010). *Rapport du Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'éducation*. 23 juillet 2010.
- Dolata S. et Ross K. (2010). *What Pupils and Teachers in Southern and East African Primary Schools know about HIV and AIDS. Results from the SACMEQ III Project*. Symposium de l'ETII, 26-28 mai 2010.
- ETII de l'ONUSIDA sur l'éducation (2009). *Une approche stratégique : le VIH et SIDA et l'éducation*.
- ETII de l'ONUSIDA sur l'éducation (2008). *Outils pour intégrer le VIH et le SIDA dans le secteur de l'éducation : Principes directeurs à l'intention des organismes de coopération pour le développement*.
- ETII de l'ONUSIDA sur l'éducation (2008). *Improving the Education Response to HIV and AIDS. Lessons of Partner Efforts in Coordination, Harmonisation, Alignment, Information Sharing and Monitoring in Jamaica, Kenya, Thailand and Zambia*.
- ETII de l'ONUSIDA sur l'éducation (2008). *Advocacy Briefing Notes: Teachers Living with HIV; Mainstreaming HIV in Education; Girls' Education and HIV Prevention; HIV and AIDS Education in Emergencies*.
- GNUM (2010). *Achieve Universal Primary Education. Thematic Paper on MDG 2*.
- ONUSIDA (2010). Stratégie d'appui technique (projet).
- ONUSIDA (2010). *Une action conjointe en vue de résultats. Cadre de résultats de l'ONUSIDA 2009-2011* (version mise à jour).
- *Preventing through Education*. Déclaration ministérielle. Première réunion des ministres de la santé et de l'éducation en vue de stopper le VIH et les IST en Amérique latine et dans les Caraïbes. XVII^e Conférence internationale sur le SIDA, Mexico.
- SACMEQ (2010). *How Successful are HIV/AIDS Prevention Education Programmes? SACMEQ Policy Issues Series, Number 3*, septembre 2010.
- SADC, UNESCO et UNICEF (2010). « *Reinvigorating Education Sector Responses to HIV and AIDS in East and Southern Africa* », colloque sur le thème de la revitalisation des réponses du secteur éducatif au VIH et SIDA en Afrique orientale et australe, 15-17 septembre 2010. Projet de rapport.
- UNESCO (2010). *Petit guide UNESCO de caractéristiques essentielles d'une prévention efficace du VIH*.
- UNESCO (2010). *Rapport relatif à l'évaluation externe indépendante de l'UNESCO*. Document du Conseil exécutif 185 EX/18.
- UNESCO (2008). *Plan d'action Priorité égalité entre les sexes 2008-2013*.
- UNESCO IPE (2008). *Responding to HIV and AIDS: The Case of a Zambian Teacher Training Institution*.
- UNESCO IPE et IIRCA (2008). *The Response of Teacher Training Institutions to HIV and AIDS: A Case Study of Ethiopia*.
- UNESCO IPE et ETII de l'ONUSIDA sur l'éducation (2009). *Teachers and HIV and AIDS: Reviewing Achievements, Identifying Challenges*. Rapport sur le Forum Internet.
- UNESCO et ONUSIDA (2009). *EDUSIDA évaluation, 2009 : principales conclusions, recommandations et mesures prises par l'UNESCO*.
- UNESCO et al. (2009). *Principes directeurs internationaux sur l'éducation sexuelle : une approche factuelle à l'intention des établissements scolaires, des enseignants et des professionnels de l'éducation à la santé*.
- UNESCO et al. (2009). *Regional Technical Consultation on International Guidelines for Sexuality Education and other Related Documentation: Preliminary Report*.
- UNESCO et al. (2008). *Soutenir les besoins éducatifs des apprenants séropositifs au VIH : enseignements tirés des expériences de la Namibie et de la République-Unie de Tanzanie*.

Couverture :

© 2006 Anna Gerrard, avec l'aimable autorisation de Photoshare

Légende : Habitantes de Magu, en Tanzanie. Ces femmes sont devenues autonomes en s'associant avec d'autres femmes pour élever des poulets organiques et cultiver des champignons qui sont ensuite vendus sur les marchés locaux.

© ONUSIDA/G.Pirozzi

© 2009 Morgan Mbabazi, avec l'aimable autorisation de Photoshare

Légende : Des enfants font un spectacle pour des invités à Mildmay, un centre pour enfants séropositifs situé en Ouganda.

© ONUSIDA/L. Taylor

© 2005 Jessica Scranton, avec l'aimable autorisation de Photoshare

Légende : Une mère et son enfant dans leur maison au Rajasthan, en Inde.

© 2006 Bethany Christian Services Iasi Romania, avec l'aimable autorisation de Photoshare

Légende : Un petit garçon roumain se fait maquiller.

© 2009 Enriqueta Valdez-Curiel, avec l'aimable autorisation de Photoshare

Légende : Une fillette participe à un festival de sensibilisation au problème du VIH et du SIDA dans la ville rurale de Concepción Chiquirichapa, au Guatemala.

p.6 © ONUSIDA/C.Giray

p.8 © UNESCO/Wiebke Aden

p.14 © UNESCO/M.Lansard

p.16 © UNESCO/SWANNEPHA. Une ambassadrice du « Parler positif » fait la fierté de sa mère. Swaziland.

p.27 © UNESCO/G. Li

p.28 © UNESCO/R.Manowalailao

p.29 © ONUSIDA/C.Giray

p.33 © ONUSIDA/O.O'Hanlon

La stratégie résume le rôle de l'UNESCO en tant qu'institution spécialisée des Nations Unies. Elle offre un cadre pour guider les efforts collectifs de l'UNESCO au niveau mondial, régional et à celui de pays et décrit la manière dont l'UNESCO contribuera à l'objectif de l'accès universel et relèvera les défis actuels de la réponse au VIH et SIDA. Plus précisément, elle définit la contribution de l'UNESCO à la réalisation des objectifs de la Stratégie et du Cadre de résultats de l'ONUSIDA pour 2011-2015 et le rôle de l'UNESCO dans la répartition des tâches réactualisée de l'ONUSIDA.

Cette stratégie fixe à l'UNESCO des priorités claires pour les prochaines années. Elle met davantage l'accent sur la prévention du VIH dans le contexte plus large de la promotion de la santé et sur le souci d'assurer à toutes les filles, tous les garçons, toutes les jeunes femmes et tous les jeunes hommes, tant au sein de l'éducation formelle qu'hors de celle-ci, l'accès à une éducation complète relative au VIH. Elle privilégie également le soutien au renforcement de la mise en œuvre et du suivi des réponses éducatives et au traitement des problèmes liés au genre et aux droits humains qui nuisent à l'efficacité des réponses au VIH et SIDA.

Pour plus d'information :
www.unesco.org/aids
aids@unesco.org